



Programme des Nations Unies pour l'environnement



UNEP(DEPI)/MED IG 20/Inf.7

23 janvier 2012

FRANÇAIS

Original: ANGLAIS



PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE

Dix-septième réunion ordinaire des Parties contractantes
à la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral
de la Méditerranée et à ses Protocoles

Paris (France), 8-10 février 2012

RAPPORTS DES RÉUNIONS DU COMITÉ DE RESPECT DES OBLIGATIONS TENUES EN 2010-2011



Programme des Nations Unies pour l'environnement

EP

UNEP(DEPI) /MED Comité de respect des obligations.5/9

17 janvier 2012

FRANÇAIS



PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE

Cinquième réunion du Comité de respect des obligations

Athènes (Grèce), 10-11 novembre 2011

PROJET

RAPPORT DE LA CINQUIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE RESPECT DES OBLIGATIONS

Introduction

1. Le Comité de respect des obligations a tenu sa cinquième réunion dans les locaux de l'Unité de coordination à Athènes (Grèce), les 10 et 11 novembre 2011.

Participation

2. Les membres titulaires et membres suppléants du Comité ci-après ont pris part à la réunion: M. Hawash Shahin, Mme Daniela Addis, M. Nicos Georgiades, M. Osman Atilla Arikan, M. Louis Vella, M. Larbi Sbaï, Mme Selma Cengic, M. Novak Cadjenovic, Mme Ekaterini Skouria et M. Joseph Edwark Zaki.

3. L'Unité de coordination était représentée par Mme Maria Luisa Mejias, Secrétaire exécutive et Coordinatrice de la Convention de Barcelone et par M. Didier Guiffault Conseiller Juridique. M. Saverio Civili, Coordonnateur du MEDPOL participait également à la réunion.

4. La liste des participants est reproduite à l'annexe I du présent rapport.

Point 1 de l'ordre du jour: Ouverture de la réunion

5. Mme Maria Luisa Silva Mejias, Secrétaire exécutive et Coordinatrice de la Convention de Barcelone souhaite la bienvenue aux nouveaux membres du Comité. Elle est intervenue pour souligner deux points. Elle a exprimé sa préoccupation de voir certains pays se placer dans une situation de non respect en ne rendant pas leurs rapports. Elle rappelle qu'à ce jour 15 Parties contractantes ont soumis leurs rapports et que deux autres rapports sont attendus, ce qui constitue une amélioration par rapport à l'exercice biennal précédent. Par ailleurs, elle a insisté sur le rôle du Comité de respect des obligations qui est de garantir la bonne application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles qui, a-t-elle rappelé sont tous entrés en vigueur sauf les amendements au protocole immersions. Il s'agit maintenant de développer une nouvelle phase de respect des obligations. Le Comité de respect des obligations, novation importante dans le cadre du PAM, doit maintenant se mobiliser pour procéder à l'analyse des rapports et faire des recommandations aux Parties contractantes. Elle salue la présence du représentant du MEDPOL qui peut aider à la compréhension des difficultés que les Parties contractantes rencontrent dans la mise en œuvre des protocoles. En conclusion de son intervention, Mme la Coordinatrice souligne la responsabilité majeure du Comité de respect des obligations qui a un rôle de gardien et de vigile à jouer. Si pendant le biennium précédent, l'accent a été mis sur la mise en place des règles de procédure, au contenu très important, le prochain biennium doit principalement être consacré à l'élaboration des apports de substance que le Comité peut apporter aux Parties contractantes en ce qui concerne la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.

6. Prenant la parole, le Président a remercié Mme la Coordinatrice pour ses propos de bienveillance ainsi que M. Civili, Coordonnateur du MEDPOL pour sa participation à la réunion et son aide pour permettre de comprendre les difficultés d'application de certaines dispositions du système de Barcelone.

7. Le Président a proposé au Secrétariat d'assurer, comme à l'accoutumée, la fonction de rapporteur de la réunion, proposition qui a bénéficié de l'acceptation du Secrétariat.

Point 2 de l'ordre du jour: Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

8. Par la suite, le Président a soumis le projet d'ordre du jour aux membres du Comité auquel un membre a souhaité intervertir sur les points 4 (examen des projets de brochure) avec le point 6 (examen du rapport). Le Comité a donné son accord pour cette proposition.

Point 3 de l'ordre du jour: Point sur la soumission des rapports des Parties contractantes pour le Biennium 2008-2009

9. Le Président a tenu à remercier le Secrétariat pour cette note de synthèse et lui a demandé de l'adresser à tous les Centres d'activités régionaux. Le Secrétariat a présenté le document (UNEP(DEPI)/MED Comité de respect des obligations 5/2 – Synthèse actualisée de la soumission par les Parties contractantes de leurs rapports nationaux pour le Biennium 2008-2009). Il s'agit d'une étude à caractère purement informatif qui met en évidence le fait que les Parties contractantes ne respectent pas leurs engagements au titre de la Convention de Barcelone ou de ses Protocoles, ou ne le font que partiellement. Le Secrétariat a choisi, dans le cadre de cet exercice, de citer les noms des Parties afin de sensibiliser le Comité sur ce sujet en souhaitant connaître la suite que celui-ci entend donner à cette évaluation. Au regard de ce constat, on peut dire que le Comité dispose des éléments d'information pertinents pour mettre les Parties contractantes en face de leurs responsabilités.

10. Par ailleurs, le Secrétariat a informé le Comité qu'une lettre a été adressée aux Parties contractantes pour leur rappeler leur obligation de soumettre leurs rapports pour le biennium 2008-2009. À ce jour, 15 rapports ont été reçus par le Secrétariat. À noter qu'on assiste à une montée en puissance des rapports en ligne, puisque 6 Parties contractantes ont utilisé cette formule, ce qui permet d'avoir une meilleure comparabilité entre les différents rapports.

11. Prenant la parole, Monsieur Civili, Coordinateur du MEDPOL a apporté des informations sur la mise en œuvre des protocoles Immersions, Tellurique et Déchets dangereux. À titre de considération générale, il a indiqué que 15 Parties contractantes ont présenté leurs rapports avec des informations partielles sur les aspects techniques tout en soulignant que la qualité de ces informations varie considérablement d'une Partie à l'autre. Il a noté par ailleurs une amélioration considérable sur les données techniques par rapport aux bienniums précédents. Certaines Parties contractantes n'ont pas rempli certains aspects importants, 2 autres n'ayant pas fait de rapport sur le protocole Déchets dangereux. M Civili a fait observer que des difficultés de nature financière et administratives rencontrées par les Parties contractantes ont empêché celles-ci de mettre en œuvre ces protocoles. Il a précisé qu'il revient au MEDPOL d'identifier les domaines où il aura à intervenir pour aider les Parties contractantes.

Protocole immersions

12. Sur un autre plan, M. Civili a précisé que plusieurs Parties contractantes respectent les prescriptions du Protocole interdisant les rejets en mer. Toutefois, les Parties contractantes n'apportent aucune indication sur la mise en œuvre des Lignes directrices. Par ailleurs, il s'interroge sur la question de savoir si les permis délivrés par les Parties contractantes l'ont été au titre du protocole d'origine ou du protocole amendé. Il rappelle, à cet égard, que les amendements à ce Protocole ne sont toujours pas entrés en vigueur et de ce fait insiste sur l'urgence à mobiliser les Parties contractantes pour accélérer l'entrée en vigueur du protocole amendé.

13. Dans un autre registre, Monsieur Civili n'a pas manqué de souligner la coopération très fructueuse établie entre le MEDPOL et le Secrétariat de la Convention de Londres

(1972) sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières dangereuses, notamment en ce qui concerne le partage des données. Afin de continuer à évaluer les besoins des Parties contractantes pour la mise en œuvre du protocole, M. Civili indique que le MEDPOL a organisé, il y a deux ans, avec les Points focaux nationaux des Parties contractantes deux réunions nationales. Celles-ci ont mis en évidence le fait que l'établissement d'une coordination intersectorielle constituait la clef de voute de la mise en œuvre du protocole.

Protocole tellurique (LBS)

14. M. Civili considère que le MEDPOL a reçu trop peu d'informations relatives à la mise en œuvre des Plans d'actions régionaux, notamment en ce qui concerne les indicateurs afin de rendre ce Protocole plus opérationnel. À cet effet, il a souligné une tendance à la baisse des polluants en Méditerranée et considère à ce sujet que le Comité de respect des obligations dispose d'un outil important pour déterminer si les Parties contractantes respectent les dispositions essentielles du Protocole Tellurique concernant la réduction de la pollution. M. Civili a évoqué, par ailleurs, la préparation d'un système intégré pour la surveillance de la pollution. Ce système sera partagé avec les Centres d'activités régionaux afin d'avoir une idée complète de la situation. Il a souligné également la nécessité pour les Parties contractantes de mobiliser les ressources pour faire face de manière directe aux points chauds et de réaliser des actions de contrôle de la pollution (cf. initiative Horizon 2020). Enfin M. Civili a insisté sur le besoin d'opérationnaliser le lien entre le système de rapport actuel par rapport à l'approche éco-systémique. Il est important que le système de rapport s'adapte à cette nouvelle réalité.

Protocole Déchets dangereux

15. Selon M. Civili plusieurs Parties contractantes ont fourni des informations relatives à la mise en place des Plans régionaux. Il a évoqué également l'étroite collaboration entre le MEDPOL et la Convention de Bale de 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination. M. Civili a enfin souligné la nécessité d'aider le Comité en lui fournissant des données techniques et en établissant un système de suivi.

16. Le Président, quant à lui, a rappelé la nécessité de se rapprocher d'autres conventions qui visent les domaines d'application de chacun de ces trois protocoles. A cet égard, M. Civili a précisé qu'en ce qui concerne la coopération avec les autres conventions, l'objectif est d'aboutir à un format standard de référence en matière de rapport. A ce sujet, Mme la Coordinatrice a présenté le projet InforMEA qui a pour objectif de créer un seul Portail d'accès pour les accords multilatéraux en matière d'environnement et la mise en place d'un seul système de soumission de rapport. Elle a précisé que le processus InforMEA sera présenté à la prochaine réunion des Points focaux du PAM le 28 novembre 2011.

17. Un membre considère que le système de rapport de la Convention de Barcelone n'est pas approprié et estime nécessaire d'adapter ce système. Il évoque la possibilité d'avoir recours à des vérificateurs extérieurs qui pourraient extraire les véritables informations. Il a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de sensibiliser les personnes qui remplissent les questionnaires. Mme la Coordinatrice en partageant ce point de vue a précisé que le système actuel peut être amélioré vu que certaines informations restent trop lacunaires. Ceci s'explique par la faiblesse de la mise en œuvre technique et l'absence de coordination entre les différents départements ministériels.

18. Un autre membre du Comité considère que c'est une très bonne chose d'établir une coordination étroite entre le MEDPOL et le Comité de respect des obligations. Il estime également important d'associer les Centres d'activités régionales aux réunions du Comité. En partageant ce point de vue un autre membre a insisté sur la nécessité de travailler avec

toutes les composantes du PAM. Il a souhaité également que ces Centres apportent au Comité des précisions sur les difficultés rencontrées par les Parties contractantes. Dans ce contexte, elle estime le lancement d'InforMEA comme une bonne initiative.

19. Un membre considère que pour améliorer le système de rapport il serait intéressant d'associer les centres d'activités régionales en leur qualité de vérificateurs internes du système, alors que le Comité agira, quant à lui, en sa qualité de vérificateur externe. Les CAR peuvent jouer un rôle important en apportant un soutien aux Parties contractantes.

20. Une membre a suggéré d'appliquer la Règle 23 des Procédures et Mécanismes de respect des obligations (Décision IG. 17/2) pour poser des questions détaillées aux Parties contractantes. Elle a préconisé, à cet égard, la réalisation d'un tableau historique pour chaque Partie contractante ou d'une Fiche identifiant le cas de non-respect et les cas de difficultés rencontrées. Elle a proposé, également, que les CAR et le MEDPOL collaborent de façon continue avec le Secrétariat.

21. Le Président a invité le Comité à réfléchir sur la meilleure façon d'utiliser les informations du MEDPOL qui pourraient être adressées au Secrétariat ou au Comité.

22. Un autre membre a suggéré de demander aux directeurs des Centres d'activités régionales de présenter un rapport au Comité. Il a préconisé à cet égard que le document soit présenté avec le nom des pays à la réunion des Parties contractantes. Dans cette lignée, un autre membre a préconisé de faire « pression » sur les Parties contractantes qui présentent des rapports incomplets afin de les faire progresser et obtenir des documents de meilleure qualité.

23. Dans le même sens, un membre a proposé, quant à lui, que l'on indique clairement les noms dans le document à soumettre à la réunion des Points focaux en précisant à la fois les Parties contractantes qui ont respecté leurs engagements et celles qui ne l'ont pas fait. En refusant de s'inscrire dans cette logique, l'un des membres du Comité a tenu à souligner qu'il était nécessaire de disposer d'informations plus complètes sur chaque Pays, mais qu'il n'était pas nécessaire de présenter un rapport avec les noms pour la prochaine réunion des Parties contractantes.

24. En réagissant par rapport à ces différents propos, le Président a recommandé d'être plus prudent à l'égard de ce genre de question, tout en soulignant que la note de synthèse du Secrétariat méritait une mure réflexion.

25. A cet effet, il a recommandé de bien peser les conséquences d'une décision qui consisterait à reporter les noms des Parties contractantes dans ce document. Il a rappelé que ce document n'était qu'une note de synthèse et qu'à ce jour le Comité n'avait pas été saisi par le Secrétariat officiellement d'aucun cas de non respect.

26. Dans le même sens, l'un des membres est d'avis que le rapport de synthèse du Secrétariat doit être analysé comme un document général sur les cas de non-respect et qu'il n'y a pas lieu de mentionner les noms des Parties contractantes dedans. En revanche, il a préconisé de réfléchir à l'élaboration d'un modèle de présentation d'un cas de non respect destiné au Comité. Appuyant cette position, un autre membre a estimé que le moment n'est pas approprié pour citer les noms des Parties contractantes.

27. Un autre membre estime que le Comité doit disposer d'un rapport plus complet pour déterminer s'il y a eu cas de non-respect. Un autre membre propose que le Comité doit soumettre à la réunion des Parties contractantes un tableau sur l'état de soumission des rapports, mais qu'il est inapproprié de citer pour l'instant les noms des parties « défaillantes » en matière de rapportage.

28. Le Président a rappelé que le Comité n'a été saisi par le Secrétariat d'aucun cas de non respect et que la note de synthèse de celui-ci doit être analysée comme un simple document d'information qui demande au demeurant certaines précisions. Il a également rappelé sa demande au Secrétariat de soumettre pour la réunion des Points focaux un Tableau des rapports rendus par les Parties contractantes.

29. Un membre estime qu'une première étape dans l'évaluation des rapports devrait être de citer les Parties contractantes qui n'ont pas justement soumis de rapport avant d'évaluer par la suite les cas substantiels de non-respect. Il indique que l'objectif est de faire en sorte que toutes les Parties se conforment au respect de l'obligation de l'article 26 de la Convention de Barcelone. Un autre membre indique que la non soumission de rapport par une Partie contractante constitue un cas de non respect et qu'il convient d'appliquer le paragraphe 23 des Procédures et Mécanismes de respect des obligations qui habilite le Secrétariat à se rapprocher de la Partie concernée pour identifier les difficultés rencontrées et trouver les solutions pertinentes. Ce membre, soutenu par deux autres, souligne que le Secrétariat n'a pas à requérir l'autorisation du Comité au titre de cet article pour intervenir auprès de la Partie contractante afin d'identifier les difficultés qu'elle rencontre mais tout au contraire a le devoir de lui notifier son non respect de l'obligation de rapport.

30. Le Secrétariat indique qu'il ressort effectivement de sa compétence d'appliquer l'article 23 pour examiner avec la Partie contractante concernée les raisons pour lesquelles elle n'a pas respecté ses engagements au titre de la Convention ou de ses Protocoles.

31. Le Président est conscient des responsabilités du Secrétariat mais indique que celui-ci doit s'efforcer d'appliquer avec pragmatisme le paragraphe 23 susvisé pour contacter les Parties « défaillantes ». Il indique que le Comité assumera ses responsabilités une fois qu'il sera saisi par le Secrétariat, en insistant sur le fait qu'il ne peut exercer sa mission qu'en conformité avec les règles des Procédures et des mécanismes de respect des obligations.

32. Un membre a proposé d'adopter une recommandation qui fixe une date limite pour la soumission des rapports par les Parties contractantes. Dans le cas où ce délai est épuisé, ce dépassement serait constitutif d'un cas de non respect. Cette règle permettrait au Comité ainsi de disposer du temps nécessaire pour faire une évaluation des rapports. Ne partageant pas cette proposition, un autre membre a préconisé des mesures pour encourager les Parties à soumettre leurs rapports dans les délais requis. Le Président a exprimé une réaction favorable à cette recommandation en soulignant le peu d'intérêt à évaluer un rapport qui lui serait transmis avec trop de retard. Il a néanmoins fait observer que ces problèmes de retard s'expliquaient dans une large mesure par des problèmes de coordination interministérielle.

Point 4 de l'ordre du jour: Projets d'amendements au Règlement intérieur du Comité de respect des obligations et à la Convention de Barcelone

33. Projet d'amendements au Règlement intérieur du Comité de respect des obligations : Le Président a invité les membres du Comité à travailler sur la version française du Règlement intérieur. Le Secrétariat indique, à titre préliminaire, que beaucoup d'erreurs formelles identifiées dans la version française sont dues à une mauvaise traduction de la version anglaise de référence.

34. Le Comité a donné son accord pour inclure une définition de la notion de « saisine » à l'article 3 (Définitions) du Règlement. À l'article 4, un membre propose de préciser que le Comité se réunit deux fois par an. Le Président a considéré qu'il n'y a pas lieu de le modifier,

puisque cet article étant suffisamment souple pour permettre l'organisation de réunions supplémentaires du Comité. À l'article 5, le Président suggère d'introduire une référence au quorum. Un membre fait, toutefois, observer que la définition du quorum n'a pas sa place à l'article 5 du fait du libellé du Chapitre qui réfère spécifiquement «aux lieu, dates et notification des réunions». Le Comité a décidé après un long débat, de maintenir la référence au quorum à l'article 17 du Règlement intérieur. À l'article 6, le Président propose de se référer à la version française qui n'évoque pas la notion de « bureau »: À l'article 7, le Président propose au Comité, qui a accepté, de modifier le libellé de l'alinéa e) comme suit : « soumet au vote toute question et annonce les décisions.».

35. Un membre préconise de présenter les commentaires du Comité sur le Règlement intérieur à la réunion des Parties contractantes et de reporter ultérieurement l'adoption de toutes ces propositions de modifications à une réunion ultérieure. Un autre membre souligne que les changements proposés sont dans l'ensemble mineurs et sont justifiés par les imperfections de la traduction française.

36. Un membre, soutenu par un autre, estime qu'il faut laisser les propositions de modifications du Règlement intérieur en tant que projet, que le Comité doit prendre position sur ces modifications mais que leur finalisation et leur mise en cohérence entre les deux versions devront être examinées lors d'une prochaine réunion. Un autre membre propose de demander au Secrétariat de procéder au « toilettage » du texte du Règlement intérieur en alignant la version française sur la version anglaise. Cette proposition est agréée par le Comité.

37. Plusieurs membres du Comité considèrent comme prématuré de procéder à des modifications de fond du Règlement Intérieur et souhaitent laisser le temps au Comité de les examiner ultérieurement. Sur proposition de son Président, le Comité a décidé pour l'immédiat de faire procéder par le Secrétariat à un « toilettage » de la version française du Règlement Intérieur afin de la mettre en cohérence avec la version anglaise et de renvoyer à l'examen des propositions de modifications de fond de ce Règlement à une réunion ultérieure du Comité.

38. Le Président évoque la proposition d'amendement du Paragraphe 6 des Procédures et mécanismes de respect des obligations. Cet amendement a pour objet de permettre à un membre sortant du Comité de solliciter un deuxième mandat consécutif. Le Secrétariat indique que l'interdiction du double mandat consécutif était une règle contraignante que l'on ne retrouve dans aucun autre mécanisme de respect des obligations en vigueur dans le cadre de conventions environnementales. Il précise par ailleurs que le principe du double mandat consécutif avait été proposé par le groupe d'experts juridiques et techniques qui avait rédigé le projet de Procédures et mécanismes de respect des obligations. Ce groupe d'experts avait considéré que le principe du double mandat consécutif permettait une plus grande souplesse dans la continuité du fonctionnement du Comité sans pour autant remettre en cause le principe de rotation des membres en son sein. Après débat, le Comité a décidé, à l'unanimité, de soumettre à la XVII ème Réunion des Parties contractantes une proposition d'amendement visant à autoriser un membre titulaire ou suppléant du Comité à solliciter un deuxième mandat consécutif.

39. Projet d'amendements à la Convention de Barcelone : Le Président rappelle que lors de la quatrième réunion du Comité, il avait évoqué une proposition d'amendement qui aurait pour objet d'introduire dans la Convention de Barcelone une nouvelle disposition qui serait liée au rôle et au fonctionnement du Comité de respect des obligations et avait demandé au Secrétariat de rédiger un document de travail sur cette proposition.

40. Les membres du Comité, à l'unanimité, donnent leur accord de principe pour procéder en ce sens à l'amendement de la convention. Toutefois, un membre soutenu par un autre, estime nécessaire d'observer une période de maturation qui puisse permettre au

Comité de se positionner vis-à-vis des Parties contractantes et qu'il serait davantage judicieux de continuer à étudier cette proposition d'amendement. Le Président, tout en prenant en considération cette objection, estime cependant nécessaire de « tracer le chemin » en faisant figurer dans le rapport d'activité du Comité le principe d'une modification de la Convention de Barcelone sans en préciser pour l'immédiat les modalités de mise en œuvre. Il s'agit, dans son esprit, de mettre dès maintenant cette proposition symbolique en perspective même si sa réalisation pourrait prendre beaucoup de temps.

41. Un membre propose que le débat sur cette proposition de modification figure dans le rapport d'activité du Comité afin d'inciter les Parties contractantes à réfléchir sur cette proposition. Un autre membre estime qu'il est important que le Comité fasse le premier pas et qu'il remette en temps utile une proposition à l'adoption ultérieure d'une réunion des Parties contractantes.

42. Un membre a insisté également sur le fait que le rapport doit clairement indiquer que le Comité a eu une longue discussion sur l'introduction d'un amendement éventuel de la Convention de Barcelone pour y intégrer une disposition relative au rôle et à la fonction du Comité de respect des obligations. Il propose d'introduire dans le projet de décision, relative au Comité de respect des obligations, un alinéa demandant à la réunion des Parties d'examiner la proposition du Comité de lancer la révision de la Convention de Barcelone en vue de renforcer la fonction de cet organe subsidiaire. Il a ajouté que le rapport d'activité devra préciser que le Comité a convenu de présenter aux Parties contractantes une proposition qui a pour objet de renforcer l'autorité et l'efficacité de cet organe au sein du système institutionnel de Barcelone. Il a par ailleurs ajouté que le rapport du Président devra à cet égard préciser que le Comité a reçu l'appui du Secrétariat qui lui a suggéré néanmoins de laisser du temps à cette proposition de « murir ». Dans ce contexte, le Comité devrait préciser, à l'attention des Parties contractantes, que compte tenu de la procédure d'amendement, il serait préférable de lancer le processus d'amendement le plus tôt possible.

43. Le Secrétariat a fait observer que l'introduction de cet alinéa dans le corps du projet de décision ne peut être envisagée dès lors que cette proposition d'amendement n'a pas été préalablement soumise à l'examen du Bureau de la convention.

Point 5 de l'ordre du jour: Projets de brochure-guide sur les Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles

44. Projet de brochure guide à l'attention des Parties contractantes : Lors de sa quatrième réunion, le Comité a été saisi par le Secrétariat d'un projet de brochure guide à l'attention des Parties contractantes : Ce projet de Brochure a pour objet d'explicitier de façon claire et précise les principales dispositions de la Décision 17/2 sur les Procédures et mécanismes de respect des obligations. Le Président a soumis aux membres du Comité la version amendée de ce projet de brochure pour validation finale.

45. Plusieurs membres du Comité ont fait des propositions d'amélioration formelle du texte qui ont été adoptées par le Comité.

46. Projet de brochure à l'attention du Public : Le Président a rappelé que lors de sa quatrième réunion le Comité avait décidé de créer un groupe intersessionnel présidé par Monsieur Louis Vella pour élaborer un projet de brochure guide à l'attention de la société civile. Le Président a tenu à remercier le Président de ce groupe ainsi que ses participants pour l'excellente contribution pour la réalisation de ce projet de brochure-guide.

47. Sur proposition de plusieurs de ses membres, le Comité a décidé de supprimer dans le corps du texte toute référence aux modalistes de vote. Avec cette modification, le Comité a fini par adopter l'ensemble du projet.

Point 6 de l'ordre du jour: Adoption du rapport biennal d'activités 2010-2011 du Comité de respect des obligations

48. Les membres du Comité ont procédé à certaines modifications du projet de rapport d'activités du Comité. Au Paragraphe 9 il a été proposé d'ajouter « dès maintenant » au paragraphe 10, la date doit être actualisée et les termes « 5^{ème} réunion » doivent être ajoutés; au paragraphe 21 il a été décidé de remplacer «le Président propose » par « le Comité propose »; au paragraphe 29 il est proposé de préciser que : « ces amendements seront soumis à la XVII^{ème} Réunion des Parties contractantes pour examen et adoption ». Le Comité a également adopté le projet de programme de travail pour le biennium 2012-2013.

49. Le Comité a procédé à l'examen et a adopté le projet de décision relatif au programme de travail du Comité pour l'exercice biennal 2012-2013, à la modification du paragraphe 6 des Procédures et mécanismes de respect des obligations et au renouvellement partiel de ses membres. Le Comité a également décidé de supprimer dans le projet de décision l'avant dernier alinéa relatif aux propositions d'amendement du Règlement intérieur du Comité. En ce qui concerne la proposition du Comité d'introduire dans le projet de décision un additif relatif à une proposition d'amendement à la Convention de Barcelone, le Secrétariat a tenu à éclairer les membres du Comité en précisant que cette proposition ne serait pas recevable par les mécanismes de la Convention tant qu'elle n'a pas fait l'objet d'un examen préalable par le Bureau de la Convention. À cet égard, Le Président a précisé qu'il appartient au Comité de poursuivre sa réflexion sur ce projet d'amendement en vue de sa soumission pour examen par la XVIII^{ème} Réunion des Parties contractantes. Le Président en prenant acte du travail d'appui et du conseil du Secrétariat concernant cette proposition, a demandé, à cet égard, que le Secrétariat prenne acte de la décision unanime du Comité de proposer cet amendement. Il a fait observer que l'alinéa e) du projet de décision, invitant le Comité à analyser toute proposition visant à renforcer son rôle dans le cadre de la Convention de Barcelone, l'autorise à poursuivre sa réflexion sur ce projet d'amendement pendant le prochain Biennium 2012-2013.

Point 7 de l'ordre du jour: Adoption des conclusions et décisions

50. En présence de Mme la coordonnatrice, et sur requête de la présidence du Comité, le Secrétariat a fait un récapitulatif exhaustif des conclusions et décisions prises par le Comité durant sa réunion :

1. Le Comité a procédé à un examen des rapports soumis par les Parties contractantes sur la base de la note de synthèse du Secrétariat.

2. Le Comité a procédé à un premier examen des propositions d'amendement au Règlement intérieur. Il a demandé au Secrétariat en se rapprochant de la présidence du Comité, d'apporter les correctifs formels pertinents afin de mettre en cohérence la version française du Règlement intérieur avec la version anglaise. En ce qui concerne les amendements de fond au Règlement Intérieur, le Comité a décidé de renvoyer leur examen à une de ses prochaines réunions.

3. Le Comité a adopté les deux projets de brochures guide destinés respectivement aux Parties contractantes et à la Société civile. Ces deux brochures ont pour objet

d'expliciter les règles de fonctionnement des Procédures et mécanismes de respect des obligations.

4. Le Comité a adopté la proposition d'amendement du Paragraphe 6 des Procédures et mécanismes de respect des obligations qui a pour effet de supprimer l'interdiction du double mandat successif des membres du Comité qui souhaitent se représenter. Cette proposition d'amendement sera intégrée dans le projet de décision en vue de son adoption à la XVII^{ème} Réunion des Parties contractantes.

5. Le Comité a adopté, à l'unanimité, le principe d'un amendement à la Convention de Barcelone visant à introduire une nouvelle disposition relative au rôle et au fonctionnement du Comité. Le Comité a décidé que dans un premier temps cette proposition d'amendement fera partie intégrante dans son rapport d'activités qui sera présenté devant la XVII^{ème} Réunion des Parties contractantes à Paris.

Point 8 de l'ordre du jour: Clôture de la réunion

51. Mme la Coordinnatrice a remercié le Président et les membres du Comité pour le travail très constructif de ces deux journées de réunion. Elle a rappelé que le Comité de respect des obligations était un organe subsidiaire indépendant qui constituait l'innovation la plus importante depuis 15 ans dans le système institutionnel de la Convention de Barcelone. Elle a souligné que les attentes sont très grandes en ce qui concerne le travail de cet organe ce qui constitue un vrai challenge que le Comité doit relever. Elle a insisté sur l'importance du moment car c'est la première fois que le Comité a l'occasion d'adresser un rapport de substance aux Parties contractantes. Elle a par ailleurs rappelé que l'objectif de base du Comité est d'aider les Parties contractantes à respecter leurs engagements au titre de la convention et des protocoles. Elle a insisté également sur l'importance des relations constructives existant entre le Comité et le Secrétariat du PAM dont le rôle est d'assister et de soutenir l'action du Comité. Toutefois, au regard des ressources extrêmement limitées du Secrétariat, Mme la Coordinnatrice a indiqué qu'il n'est pas garanti que des réunions additionnelles programmées dans le budget puissent avoir lieu durant le prochain mandat. Elle a rappelé que le Comité ne s'est pas réuni pendant la première année du Biennium en raison de l'absence de sujets de substance et notamment de cas de non respect qui pouvaient lui être soumis. Afin d'éviter des ruptures de charge dans le travail du Comité, elle a suggéré que les Parties contractantes soumettent leur rapport au plus tard en septembre de la 1^{ère} année du Biennium et que le Comité de respect des obligations puisse se réunir à la fin de l'année pour les examiner, sans exclure toutefois la possibilité pour le Comité de se réunir deux fois dans l'année, voire davantage et ce, en fonction des ressources disponibles. Elle a aussi indiqué qu'elle comprenait parfaitement la démarche du Comité dans sa volonté d'amender la Convention de Barcelone afin de renforcer sa fonction et son rôle. Elle a, toutefois, précisé que pour des raisons de procédure cette proposition ne pouvait être incluse dans le projet de décision relatif au Comité de respect des obligations. Elle a, néanmoins, encouragé le Comité à expliciter à l'attention des Parties contractantes cette proposition dans son rapport biennal d'activités.

52. Prenant la parole, le Président a vivement remercié Mme la coordinnatrice pour ses propos et a tenu à rappeler que la préoccupation immédiate du Comité était de s'assurer que les Parties contractantes respectaient leur obligation principale, à savoir, la soumission de rapport dans les délais requis. Il a souligné la nécessité pour le Comité de relancer les Parties contractantes « défaillantes » au besoin en saisissant directement l'autorité gouvernementale au siège du point focal.

53. Après les civilités d'usage, le Président a clôturé la réunion à 18 heures trente.

ANNEX I

LIST OF PARTICIPANTS

Membres titulaires	Membres suppléants
<p>Mr Larbi Sbaï Conseiller du Secrétaire Général du Département de la Pêche Maritime Ave. Belhassan El Ouazzani Rabat Morocco Tel : 212 537 688260 Mobile : 212 661 895656 Fax : 212 537 688299 Email : sbai@mpm.gov.ma</p>	<p>Ms Daniela Addis Legal Adviser Ministry of Environment Via C. Colombo 44 00147 Rome Italy Tel: +39 0 .572 23 404 E-mail: Addis.Daniela@minambiente.it</p>
<p>Mr Joseph Edward Zaki Legal Advisor International Affairs Department Egyptian Environmental Affairs Agency (EEAA) 30 Misr-Helwan El-Zyrae Road P.O.Box 11728 Maadi Cairo Egypt Tel: 202 10 1407774 e-mail: sb_Joseph@hotmail.com</p>	<p>Mr Louis Vella Malta E-mail: louis.cvella@gmail.com</p>
<p>Mr Hawash Shahin Professeur à la Faculté de Droit Département de Droit International Université de Damas Damascus Syrie Tel.:+ 963 11 323 4655 Fax: +963 11 321 3939 Mob.: +963 944 270142 E-mail: hawash@scs-net.org</p>	<p>Mr. Novak Cadjenovic Adviser Ministry of Spatial Planning and Environment Rimski trg 46 81000 Podgorica Montenegro Tel: +382 20 228512 Mob: +382 68404527 Fax: +382 20 234131 / 228511 Email: novak.cadjenovic@gov.me</p>
<p>Mr Nicos Georgiades Environmental Consultant 28 Zannetou 1100 Nicosia Cyprus Tel (mobile): 357-99-479028 Fax: 357-22-780385 E-mail: nicosgeorgiades@cytanet.com.cy</p>	
<p>Ms Ekaterini Skouria Department of International Relations and EU Affairs Ministry of Environment, Energy and Climate Change 15 Amaliados Street 11523 Athens Greece Tel:+30-213 1515664 E-mail: k.skouria@prv.ypeka.gr</p>	

<p>Mr Osman Atilla Arikan Associate Professor Istanbul Technical University Environmental Engineering Department Istanbul Turkey Tel: +90 212 285 3787 Email: arikan@itu.edu.tr</p>	
<p>Ms Selma Cengic Executive Director Hydro-Engineering Institute S. Tomica 1 71000 Sarajevo Bosnia and Herzegovina Tel: + 387-33-207949 Fax: + 387-33-207949 E-mail: selma.cengic@heis.com.ba</p>	
<p>PNUE/UNITE DE COORDINATION DU PLAN D’ACTION POUR LA MEDITERRANEE (PAM) UNEP/COORDINATING UNIT FOR THE MEDITERRANEAN ACTION PLAN (MAP)</p>	<p>Ms Maria Luisa Silva Mejias MAP Coordinator Tel: +30-210-7273100 (switchboard) Tel: +30-210-7273126 (direct) Fax: +30-210-7253196/7 E-mail: @unepmap.gr</p> <p>Mr Francesco Saverio Civili MED POL Coordinator Tel: +30-210-7273106 Fax: +30-210-7253196/7 E-mail: fscivili@unepmap.gr</p> <p>Mr Didier Guiffault Legal Officer Tel: +30-210-7273142 Fax: +30-210-7253196/7 E-mail: Didier.guiffault@unepmap.gr</p> <p>P.O. Box 18019 48, Vassileos Konstantinou Av. 116 10 Athens Greece</p>

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire et organisation des travaux
3. Point sur la soumission des rapports des Parties contractantes pour le Biennium 2008-2009
4. Projets de brochure guide à l'attention des Parties contractantes et du public sur les Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone
5. Projets d'amendement au Règlement intérieur du Comité de respect des obligations ainsi qu'à la Convention de Barcelone.
6. Adoption du rapport biennal d'activités 2010-2011 du Comité de respect des obligations
7. Questions diverses
8. Adoption des conclusions et décisions
9. Clôture de la réunion

Annexe III

Cinquième réunion du Comité de respect des obligations (10-11 novembre 2011)

PROJET DE CONCLUSIONS & DECISIONS

1. Organisation des travaux du Comité de respect des obligations

- a) demander au Secrétariat d'organiser au moins deux réunions ordinaires par an du Comité de respect des obligations ;
- b) confier au Secrétariat le soin d'établir le rapport de chacune des sessions du Comité de respect des obligations ;
- c) assurer la participation des membres titulaires du Comité de respect des obligations et de ses membres suppléants, des représentants des Parties contractantes concernées et le cas échéant d'observateurs, aux réunions du Comité de respect des obligations et ce conformément au Règlement intérieur.

2. Projet de Brochure-guide à l'attention des Parties contractantes

Le Comité a adopté le projet de brochure-guide destiné aux Parties contractantes présenté par le Secrétariat sous réserve des la modification suivante :

- a) remplacer le titre « le rôle du Secrétariat » par « Quel soutien le Secrétariat peut-il apporter au Comité ? »

Le Comité demande que la Brochure-guide soit éditée dans les quatre langues officielles de la Convention de Barcelone.

3. Projet de Brochure-guide à l'attention du public

Le Comité a adopté le projet de Brochure guide destiné au public sous réserve de la modification suivante :

- b) suppression de la dernière phrase de l'avant dernier paragraphe relative aux modalités de vote.

4. Examen des questions générales liées au non-respect. Evaluation de mesures minimales

Le Comité prend acte de l'augmentation, depuis sa dernière réunion, du nombre de rapports nationaux (15) reçus à ce jour par le Secrétariat en application de l'article 26 de la Convention de Barcelone.

Le Comité, a décidé, sur la base des conclusions du document UNEP (DEPI) MED Compliance Committee 5/3 intitulé «Synthèse des rapports nationaux soumis par les Parties contractantes pour le Biennium 2008-2009», des points suivants :

- a) demander au Secrétariat d'établir un Tableau de bord sur l'application de l'obligation de soumission de rapports au titre de l'article 26 de la Convention de Barcelone par toutes les Parties contractantes et de joindre ce Tableau au courrier de rappel visé ci-dessous ;
- b) demander au Secrétariat d'adresser un courrier de rappel individualisé à chacun des ministères dans lequel est domicilié le Point focal de la Partie contractante qui n'a pas, à ce jour, rendu son rapport pour le Biennium 2008-2009,
- c) demander au Secrétariat d'arrêter une date limite de soumission des rapports par les Parties contractantes, étant considéré qu'au-delà de cette limite la non soumission d'un rapport par une Partie contractante constituera un cas formel de non respect des obligations,
- d) demander au Secrétariat d'adresser aux représentants des Centres d'activités régionales et du MEDPOL le document de travail UNEP (DEPI) MED Compliance Committee 5/3 susvisé pour information et avis,

5. Programme de travail du Comité de respect des obligations pour le Biennium 2012-2013.

Le Comité a adopté la version finale de son programme de travail pour le Biennium 2012-2013 examiné lors de sa quatrième réunion avec le complément de l'alinéa e) suivant :

- e) analyse de toute proposition visant à renforcer le rôle du Comité de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles.

6. Projet d'amendement des Procédures et Mécanismes de respect des obligations (Décision IG. 17/ 2)

Le Comité a décidé de proposer à l'adoption de la XVII ème Réunion des Parties contractantes la modification du Paragraphe 6 des Procédures et Mécanismes de respect des obligations comme suit :

- c) Les membres et les suppléants ne peuvent siéger au Comité plus de deux mandats consécutifs.

7. Projet d'amendements au Règlement intérieur du Comité de respect des obligations

Le Comité décide :

- a) de demander au Secrétariat de corriger les imprécisions formelles de formulation de la version française pour la mettre en cohérence avec la version anglaise,
- b) de reporter à une prochaine réunion l'examen des amendements de fond du Règlement intérieur proposés par le Président.

8. Projet d'amendement à la Convention de Barcelone

Le Comité décide :

- a) à l'unanimité de l'introduction par voie d'amendement dans la Convention de Barcelone d'un article visant à préciser le rôle et la fonction du Comité de respect des obligations,
- b) de différer dans l'immédiat la soumission de cette proposition d'amendement devant la XVII^{ème} Réunion des Parties contractantes,
- c) de poursuivre son travail de réflexion et d'analyse sur cette proposition d'amendement dans le cadre de son Programme de travail pendant le prochain Biennium 2012-2013.

9. Adoption du rapport biennal sur les activités menées par le Comité de respect des obligations pendant l'exercice Biennal 2010-2011

Le Comité décide d'adopter le projet de rapport d'activités avec les amendements suivants :

- a) Par 8 : suppression de la référence aux rapports 2008-2009,
- b) Par 9 : suppression des termes « dès maintenant »,
- c) Par 10 : ajouter après quatrième les termes « et cinquième réunion » ; actualiser la date de référence,
- d) Par 21 : remplacer les termes « Le Président propose » par « le Comité propose »,
- e) Par 21 : préciser : « Le Comité a analysé et proposé la modification du Paragraphe 6 »,
- f) Par 29 : préciser « Ces amendements seront soumis pour examen et adoption à la XVII^{ème} Réunion des Parties contractantes ».

Le rapport sur les activités du Comité de respect des obligations concernant les mesures préconisées par celui-ci, conformément à la Section VII des Procédures et Mécanismes de respect des obligations, sera présenté par son Président directement à la XVII^{ème} Réunion des Parties contractantes.

Annexe IV

Rapports nationaux soumis au titre de l'Article 26 de la Convention de Barcelone À la date du 11 janvier 2012

No	Parties contractantes	Biennum 2002-2003	Biennum 2004-2005	Biennum 2006-2007	Biennum 2008-2009
1	Albanie	•	•	•	
2	Algérie	•	•		• ⁽¹⁾
3	Bosnie&Herzégovine	•	•	•	•
4	Chypre	•			•
5	Croatie	•	•	•	•
6	CE	•	•	•	•
7	Égypte		•		•
8	Espagne	•	•	•	•
9	France	•	•	•	•
10	Grèce	•	•	•	•
11	Israël	•	•	•	•
12	Italie	•	•		•
13	Liban				
14	Libye	•		•	
15	Malte		•		
16	Maroc	•	•	•	•
17	Monaco	•	•	•	•
18	Monténégro	•		•	
19	Slovénie	•	•	•	
20	Syrie	•	•	•	•
21	Tunisie	•			•
22	Turquie	•	•	•	•
Total des rapports soumis par biennum		19	17	15	16 ⁽²⁾

(1) CB + 2 Protocoles

(2) Rapport en attente (Monténégro)

Annexe V

Projet de Décision

relative au Comité de respect des obligations: modification des Procédures et mécanismes de respect des obligations, Programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013 et renouvellement partiel des membres

La Dix-septième réunion des Parties contractantes,

Rappelant les articles 18 et 27 de la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée, telle que modifiée en 1995, ci-après dénommée « la Convention de Barcelone »,

Rappelant la décision IG 17/ 2 de la Quinzième réunion des Parties contractantes par laquelle celles-ci ont adopté en 2008 les Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles, ci-après dénommés « Procédures et mécanismes de respect des obligations », notamment ses paragraphes 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 35,

Rappelant la décision IG 19/1 de la Seizième Réunion des Parties contractantes par laquelle celles-ci ont adopté le Règlement intérieur du Comité de respect des obligations,

Ayant pris connaissance du rapport d'activité du Comité de respect des obligations, présenté par son Président à la réunion des Parties contractantes conformément à la section VI de la décision IG 17/2 pour l'exercice biennal 2010-2011,

Soulignant que le Comité de respect des obligations a pour rôle de conseiller et d'aider les Parties contractantes à mettre en œuvre ses recommandations ainsi que celles des réunions des Parties contractantes, afin de les aider à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles et, en général, de faciliter, promouvoir, suivre et garantir ce respect,

Prenant acte avec satisfaction de l'exécution par le Comité de respect des obligations, au cours de ses deux réunions, de son programme de travail pendant la période couverte par le rapport,

Prenant en considération le Programme de travail proposé par le Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2012-2013,

Insistant sur la nécessité pour les Parties contractantes de s'acquitter dans les délais requis de leurs obligations de rapport en utilisant le formulaire de rapport normalisé disponible en ligne sur les mesures prises en application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles pendant l'exercice biennal 2010-2011, ainsi que des décisions de la réunion des Parties contractantes,

Prenant note de la décision du Comité de respect des obligations de proposer la modification du paragraphe 6 de l'annexe II à la décision IG.17/2 relative aux Procédures et mécanismes de respect des obligations afin de permettre à ses membres d'exercer un deuxième mandat consécutif,

Encourage les Parties contractantes à soumettre à l'examen du Comité de respect des obligations leurs éventuelles difficultés d'application ou d'interprétation des dispositions de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles;

Appelle instamment les Parties contractantes qui ne l'ont pas fait à présenter, dès que possible, leurs rapports sur l'application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles;

Demande aux composantes du PAM d'apporter au Comité toutes les informations utiles pour l'aider à exercer ses activités;

Demande au Comité de respect des obligations, conformément au paragraphe 17, alinéa b) des Procédures et mécanismes de respect des obligations, d'examiner les questions générales liées au respect des obligations, notamment les problèmes récurrents de non-respect desdites obligations;

Prend note avec satisfaction des deux brochures-guide relatives aux Procédures et mécanismes de respect des obligations approuvées par la décision IG. 17/2, qui figurent dans le document UNEP(DEPI)/MED WG 363/Inf.16 et ont été établies par le Comité de respect des obligations à l'intention des Parties contractantes et du public, respectivement;

Demande au Comité de respect des obligations, conformément au paragraphe 31 des Procédures et mécanismes de respect des obligations, de soumettre à la Dix-huitième Réunion des Parties contractantes un rapport sur ses activités, portant notamment sur les difficultés rencontrées dans l'application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles;

Approuve la proposition du Comité de respect des obligations de modifier le paragraphe 6 de l'annexe à la décision IG.17/2 relative aux Procédures et mécanismes de respect des obligations, dont le texte figure à l'annexe I de la présente décision;

Elit et/ou reconduit au Comité de respect des obligations, à partir d'une liste de candidats sélectionnés par les Parties contractantes, les membres et membres suppléants dont les noms figurent à l'annexe II de la présente décision, conformément à la décision IG 17/2 relative aux Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles;

Adopte le Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2012-2013, figurant à l'annexe III de la présente décision.

Annexe I

Décision IG 17/2 modifiée relative aux Procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles.

I. Comité de respect des obligations

Le paragraphe 6 des Procédures et mécanismes de respect des obligations est modifié comme suit :

6. Les membres et les suppléants ne peuvent siéger au Comité plus de deux mandats consécutifs.

Annexe II

Membres titulaires et membres suppléants du Comité de respect des obligations élus/renouvelés par la Dix septième réunion des Parties contractantes

Groupe I – Parties contractantes du sud et de l'est de la Méditerranée : Algérie, Egypte. Liban. Libye, Maroc, Syrie et Tunisie

- M. (Mme)....., en qualité de membre titulaire pour un mandat de quatre ans
- M. (Mme)..... ; en qualité de membre titulaire pour un mandat de quatre ans

Groupe II - Parties contractantes à la Convention de Barcelone, membres de l'Union européenne : Chypre, Grèce, France, Italie, Malte, Slovénie, Espagne et Union européenne

- M. (Mme), en qualité de membre titulaire pour un mandat de quatre ans
- M. (Mme), en qualité de membre titulaire pour un mandat de quatre ans
- M. (Mme), en qualité de membre suppléant pour un mandat de quatre ans
- M. (Mme), en qualité de membre suppléant pour un mandat de quatre ans

Groupe III – Autres Parties contractantes : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Israël, Monaco, Monténégro et Turquie

- M. (Mme), en qualité de membre titulaire pour un mandat de quatre ans
- M. (Mme), en qualité de membre suppléant pour un mandat de quatre ans

Annexe III

Programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2012-2013 adopté à la Cinquième réunion du Comité de respect des obligations

Le Comité de respect des obligations a convenu d'exécuter les activités suivantes au cours de l'exercice biennal 2012-2013 selon les modalités suivantes :

- a) Convocation d'une réunion ordinaire par an du Comité de respect des obligations. Une seconde réunion peut être organisée, si nécessaire sous réserve de disponibilité des fonds,
- b) Participation des membres et membres suppléants du Comité de respect des obligations, des représentants des Parties contractantes concernées et le cas échéant d'observateurs aux réunions du Comité de respect des obligations, conformément au règlement intérieur,
- c) Donner des avis et le cas échéant, apporter une assistance aux Parties contractantes concernées en application du paragraphe 32, alinéas a) et b) des Procédures et mécanismes de respect des obligations.

Le Comité de respect des obligations est convenu d'aborder les questions suivantes :

- a) évaluation des saisines éventuelles effectuées par les Parties contractantes conformément aux paragraphes 18 et 19 des Procédures et mécanismes de respect des obligations;
- b) analyse des questions générales de non-respect, en application des Procédures et mécanismes de respect des obligations, sur la base des rapports nationaux soumis par les Parties contractantes au cours de l'exercice biennal 2008-2009;
- c) évaluation des questions renvoyées au Comité par le Secrétariat conformément au paragraphe 23 des Procédures et mécanismes de respect des obligations le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles;
- d) analyse des questions thématiques demandées par la réunion des Parties contractantes en application du paragraphe 17, alinéa c) des Procédures et mécanismes de respect des obligations, y compris l'examen approfondi des questions soulevées par les composantes du PAM sur l'application des Protocoles;
- e) analyse de toute proposition visant à renforcer le rôle du Comité de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles;
- f) examen des difficultés d'interprétation possibles des dispositions du Protocole pour les prendre en considération lors de la Conférence des Parties contractantes;
- g) élaboration et adoption du rapport et des recommandations du Comité de respect des obligations pour soumission à la Dix-huitième réunion des Parties contractantes.



Programme des Nations Unies pour l'environnement



UNEP(DEPI)/MED Compliance Committee 4/7

FRANÇAIS



PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE

Quatrième réunion du Comité de respect des obligations

Athènes (Grèce), 5-6 juillet 2011

RAPPORT DE LA QUATRIEME RÉUNION DU COMITÉ DE RESPECT DES OBLIGATIONS

Introduction

1. Le Comité de respect des obligations a tenu sa quatrième réunion dans les locaux de l'Unité de coordination à Athènes (Grèce), les 5 et 6 juillet 2011.

Participation

2. Les membres titulaires et membres suppléants du Comité ci-après ont pris part à la réunion: M. Hawash Shahin, Mme Daniela Addis, M. Nicos Georgiades, M. Osman Atilla Arikan, M. Louis Vella, M. Larbi Sbai, Mme Selma Cengic et M. Novak Cadjenovic.

3. L'Unité de coordination était représentée par Mme Maria Luisa Mejias, Secrétaire exécutive de la Convention de Barcelone et Coordinatrice du PAM, et par M. Didier Guiffault Conseiller juridique du Secrétariat.

4. La liste des participants est reproduite à l'**annexe I** du présent rapport.

Point 1 de l'ordre du jour: Ouverture de la réunion

5. Mme Maria Luisa Silva Mejias, Secrétaire exécutive et Coordinatrice de la Convention de Barcelone, a ouvert la réunion et souhaité la bienvenue aux nouveaux membres élus lors de la Seizième réunion des Parties contractantes en 2009. Elle présente M. Didier Guiffault, Docteur en droit, agent du Ministère français en charge de l'écologie, précédent Président du Comité de respect des obligations et qui a rejoint l'Unité de coordination du PAM en qualité de Conseiller juridique du Secrétariat.

6. Mme Maria Luisa Silva Mejias a souligné tout d'abord que le Comité de respect des obligations était un nouvel organe dans le système institutionnel de Barcelone, créé par la Décision IG. 17/2 de la Quinzième réunion des Parties contractantes. Cette phase procédurale achevée, un important travail attend le Comité qui entre dans une phase plus substantielle et ce d'autant que tous les protocoles sont entrés en vigueur. Elle rappelle que le Comité de respect des obligations n'a aucun rôle punitif mais au contraire qu'il a une fonction de facilitation auprès des Parties contractantes afin de les aider à mettre en œuvre les dispositions de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Il importe, en conséquence, pour ce nouveau Comité d'établir de façon graduelle sa crédibilité vis-à-vis de tous les acteurs de la Convention de Barcelone et ce de manière constructive. Elle a, par ailleurs, souligné que l'un des principaux outils de travail du Comité était le rapport national biennal adressé par les Parties contractantes sur la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Or peu de rapports ont été adressés à ce jour et il convient de s'interroger sur la meilleure façon pour le Comité d'aider les Parties contractantes défaillantes à remplir leurs engagements dans ce domaine. Mme la Coordinatrice du PAM a également souligné l'importance du pouvoir d'initiative du Comité, lequel, par le biais de recommandations, peut, tant sur le plan des questions générales qu'individuelles, contribuer à l'amélioration de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Elle a aussi insisté sur l'importance des relations entre le Comité et le Secrétariat et d'une façon plus ouverte sur le type de relations que le Comité va nouer avec les Centres d'activités régionales (CAR) à travers le Secrétariat. En conclusion, la Coordinatrice du PAM a relevé que beaucoup de questions importantes étaient inscrites à l'ordre du jour de la réunion et qu'elle était convaincue qu'au travers des compétences juridiques des membres réunis autour de la table, le Comité pourrait faire face à ces différents défis.

7. M. Didier Guiffault a exprimé aux membres du Comité toute sa satisfaction de mettre ses compétences juridiques au service du PAM. Il indique que l'ambition partagée du Comité et de son Secrétariat est de faire en sorte que ce Comité trouve toute la place qui lui revient

dans le système institutionnel de Barcelone. Il rappelle qu'avec l'adoption de son Règlement intérieur en 2009, le Comité de respect des obligations est désormais en ordre de marche et qu'il lui appartient, en liaison étroite avec le Secrétariat et en pleine concertation avec les Parties contractantes, de contribuer de manière constructive et dans un climat de confiance à la bonne application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. À cet égard, il assure le futur Président du Comité de tout son soutien et de toute son expérience pour répondre à cet objectif.

Point 2 de l'ordre du jour: Élection du Président et des Vice-présidents

8. Après consultations menées par le Secrétariat, le Comité de respect des obligations, conformément à l'article 6 de son Règlement intérieur, a procédé à l'élection pour un mandat de deux ans de M. le Professeur Larbi Sbai comme Président et de MM. Nicos Georgiades et Osman Atilla Arikan comme Vice-présidents.

9. En prenant la parole, le Président a vivement remercié les membres du Comité de la confiance qu'ils lui témoignaient, tout en espérant être à la hauteur de la tâche qui lui incombait et des attentes suscitées, vu l'ampleur du programme de travail du Comité. Il a, par ailleurs, souligné la nécessité de mener à bien les travaux prévus lors de son mandat dans un esprit de concertation, de coopération et de respect mutuel. Il indique que le Comité a un mandat très sensible et que son action doit être encadrée avec beaucoup de tact et de diplomatie et qu'à cet égard il compte sur le soutien de tous ses membres et du Secrétariat pour accompagner le Comité pendant tout l'exercice de son mandat.

10. Le Président a également présenté le serment solennel écrit à signer, conformément à l'article 13 du Règlement intérieur, par les six nouveaux membres. Puis le Secrétariat distribue le document aux six nouveaux membres pour qu'ils y apposent leur signature, et ceux-ci reçoivent copie du serment solennel signé.

11. Le Président a proposé au Comité que le Secrétariat soit désigné comme Rapporteur de la réunion. Le Secrétariat a accepté cette proposition.

Point 3 de l'ordre du jour: Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

12. La réunion a adopté l'ordre du jour et l'ordre du jour annoté figurant respectivement dans les documents UNEP(DEPI)/MED Compliance Committee 4/1 et 4/2. L'ordre du jour est reproduit à l'**annexe II** du présent rapport.

13. Un membre félicite le nouveau Président pour son élection et remercie l'Unité de coordination pour l'aide apportée aux travaux du Comité. Elle rappelle que l'article 9 du Règlement intérieur prévoit que les documents de travail doivent être adressés au moins six semaines avant la réunion du Comité et de ce fait elle souhaite que cet article soit appliqué lors des prochaines réunions. Elle ajoute que ce délai d'envoi d'au moins six semaines s'applique aussi à chaque réunion pour l'ordre du jour, l'ordre du jour provisoire annoté, le rapport de la réunion précédente et les autres documents de travail et d'information. Elle escompte que cet article sera appliqué à la prochaine réunion en demandant en outre au Secrétariat de communiquer ces documents sous format Word et non PDF.

14. La même membre a indiqué en outre que deux membres désignés, l'un par la Grèce et l'autre par la Croatie, ne siégeaient plus au Comité et elle a souhaité savoir, à cet égard, si l'article 10 du Règlement intérieur serait appliqué. Le Secrétariat répond par l'affirmative en indiquant que dans le cas d'une démission d'un membre du Comité, il incombe aux Parties contractantes de désigner un nouveau candidat. Le Secrétariat fait référence en particulier à

l'article 10.3 du Règlement intérieur du Comité qui prévoit que lorsqu'un membre titulaire ou membre suppléant démissionne ou est empêché d'achever le mandat qui lui est assigné, le Comité demande au Secrétariat d'engager la procédure de son remplacement en vue d'assurer l'élection d'un nouveau membre titulaire ou suppléant pour la durée du mandat qui reste à courir. Le Secrétariat indique que les mandats de ces deux membres expirent en 2011 et qu'il prendra contact avec eux pour envisager les mesures à prendre.

15. La réunion convient qu'il existe un quorum de 7 membres, le membre suppléant italien faisant office de membre par intérim en remplacement du membre grec (conformément à l'article 11.4 de la Décision IG 19/1) et le membre suppléant maltais faisant office de membre par intérim en remplacement du membre égyptien (conformément à l'article 11.3 de la Décision 19/1).

Point 4 de l'ordre du jour: Élaboration d'un projet de brochure-guide sur les procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles

16. Pour la présentation de ce point de l'ordre du jour, le Président donne la parole au Secrétariat qui rappelle que le principe de la publication d'une brochure-guide a été décidé par la Deuxième réunion du Comité de respect des obligations en mars 2009. Ce projet a été adopté par la Seizième réunion des Parties contractantes et s'inscrit dans le programme de travail du Comité pour l'exercice biennal 2010-2011. Il indique que le projet de brochure-guide se décline en réalité en deux documents, d'une part une brochure-guide à l'intention des Parties contractantes et d'autre part une autre version à l'intention du grand public. À cet effet, le Comité a décidé lors de cette réunion de privilégier la rédaction d'une version à l'intention des Parties contractantes. Elle sera établie en anglais, arabe et français.

17. Le Conseiller juridique du Secrétariat souligne que ce projet a pour objet de conférer une meilleure visibilité aux activités et modalités de fonctionnement du Comité, en précisant son rôle exact au sein du système institutionnel de Barcelone, notamment sa vocation visant à faciliter et à assister les Parties contractantes dans la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Il indique que le projet de brochure-guide soumis à l'examen du Comité est une version amendée du projet initial. Le nouveau projet est plus concis, didactique et convivial, en reposant sur les grands axes tracés dans les Procédures et mécanismes de respect des obligations.

18. En vue de son adoption par la Dix-septième réunion des Parties contractantes, le Conseiller juridique du Secrétariat propose au Comité qu'un Groupe de travail soit chargé dans l'intersession d'apporter les modifications et compléments souhaitables à ce projet.

19. La réunion a apporté des modifications au projet de brochure. Un membre propose de remplacer le paragraphe 1 en introduisant un chapeau faisant référence aux décisions IG 17/2 et IG.19 /1 qui définissent les bases statutaires du Comité de respect des obligations. Plus concrètement, elle propose d'y insérer comme "chapeau" le début du document 4/6. En outre, elle propose que le terme "restreint" du paragraphe 3 soit remplacé par "opérationnel". Le Président suggère le terme de "composite". Le terme "opérationnel" est retenu par la réunion.

20. Un membre, avec l'appui de deux autres, propose de ne pas faire référence, au paragraphe 2 comme dans le reste du document, aux différences entre pays en supprimant le membre de phrase «en particulier de celle des pays en développement». La réunion approuve cette proposition.

21. Un autre membre s'interroge sur le point de savoir si les organisations non gouvernementales (ONG) sont habilitées à saisir le Comité. Le Président répond que ce cas de saisine n'est pas prévu par la décision IG. 17/ 2. Il indique, à ce sujet, que le PAM travaille beaucoup avec les ONG, lesquelles ont la possibilité de s'exprimer lors de chacune des réunions des Parties contractantes. Aussi considère-t-il qu'il convient de respecter cette décision et que dans la phase de "décollage" de la mise en œuvre du mécanisme de respect des obligations, il n'est pas, pour l'instant, opportun que le Comité s'ouvre à d'autres intervenants.

22. Un membre s'interroge sur l'utilité et la justification d'une brochure-guide destinée au public alors que celui-ci n'a pas la possibilité de saisir le Comité. Si le public n'a pas le droit de saisir le Comité, il ne voit pas à qui cette brochure peut être destinée. Il préconise de se concentrer sur l'élaboration d'une brochure-guide à l'intention des Parties contractantes.

23. Un autre intervenant propose au Comité de compléter dans la brochure-guide le terme de membre par celui de "titulaire" pour être en correspondance avec les termes de membres suppléants. Le Comité accepte cette proposition.

24. Le Président revient sur la question de la participation de la société civile dans le mécanisme de respect des obligations. Il rappelle les cas de saisine du Comité de respect des obligations, à savoir une Partie vis-à-vis d'elle-même, une Partie vis-à-vis d'une autre Partie et enfin le renvoi de questions de non-respect par le Secrétariat. Il considère que le Comité ne peut s'affranchir de ces règles strictes de saisine tout en estimant que le débat n'est pas clos et qu'il conviendra de revenir par la suite sur cette question.

25. Un membre fait observer que si l'on autorise les ONG à saisir le Comité, celui-ci risque d'être débordé par un nombre considérable de saisines qui vont générer une charge importante de travail pour les membres du Comité.

26. Un membre estime qu'il y a tout lieu de penser que le Comité de respect des obligations ne sera jamais saisi par une Partie contractante et que cela constitue une des faiblesses principales dans l'évaluation de l'exercice de rapportage.

27. Un membre considère que la rédaction de deux brochures-guides distinctes est une bonne idée. La brochure à l'intention du public peut permettre à ce dernier d'avoir une meilleure compréhension des outils de la Convention de Barcelone. Il suggère que la question de la participation du public puisse faire l'objet d'une recommandation du Comité à l'intention de la réunion des Parties contractantes.

28. Le Président n'y voit aucun inconvénient car il considère que le Comité est tout à fait habilité, dans le cadre de recommandations, à proposer des amendements aux règles des Procédures et mécanismes, notamment en ce qui concerne la possibilité pour le Comité de respect des obligations d'être saisi par des ONG, mais que c'est aux Parties contractantes de modifier si besoin la décision IG. 17/ 2.

29. Le Conseiller juridique du Secrétariat souligne que la possibilité offerte à une ONG de saisir le Comité reste une question ouverte. Le Comité pourra recommander sur la base des articles 32 et 35 des Procédures et mécanismes de faire une telle proposition à la réunion des Parties contractantes afin d'améliorer l'efficacité du mécanisme de respect des obligations.

30. Un membre est favorable au principe des deux brochures-guides.

31. Au paragraphe "Pourquoi saisir le Comité?", un membre propose d'ajouter au troisième cas: "et si la difficulté rencontrée ne peut être surmontée".

32. Par ailleurs, un membre s'interroge sur les modalités de prise de décision du Comité lorsque le consensus n'a pu être obtenu.

33. Un membre relève qu'il lui semble y avoir contradiction entre le paragraphe 16 de la décision IG. 17/2 et le projet de brochure-guide. Il s'interroge, s'agissant du paragraphe 2 de la section "Le Comité intervient comment?" sur le chiffre de 6 membres au moins présents et votant nécessaires pour qu'une décision soit prise par le Comité à défaut de consensus. Il fait observer que le paragraphe 16 des Procédures et mécanismes de respect des obligations ne fait pas référence à ce chiffre. En réponse, le Secrétariat précise que cette contradiction n'est qu'apparente car le nombre de 6 votants figure bien à l'article 21 de la décision IG. 19/1 portant Règlement intérieur du Comité. Un autre membre demande au Secrétariat, en vue de faciliter les travaux, de récapituler les caractéristiques et différences des décisions IG/17/2 sur les Procédures et mécanismes de respect des obligations et décision IG/19/1 sur le Règlement intérieur, adoptées en 2008 et 2009, respectivement, de les distribuer comme documents d'information, ainsi que les rapports des précédentes réunions du Comité. Il propose, par ailleurs, d'afficher le Règlement intérieur des réunions et conférences des Parties contractantes à la Convention de Barcelone sur le site web du PAM.

34. Le Président appuie la proposition visant à consacrer un paragraphe spécifique au rôle du Secrétariat dans le projet de brochure-guide, ainsi que la proposition de faire distribuer les décisions et d'insérer dans le projet de brochure un paragraphe spécifique sur le rôle du Secrétariat. Le Conseiller juridique du Secrétariat souscrit également à cette suggestion en soulignant la nécessité de rappeler la spécificité du pouvoir d'initiative du Secrétariat au titre du paragraphe 23 de la Décision IG 17/2.

35. En ce qui concerne le paragraphe c du point "Une procédure transparente et participative", un membre propose d'ajouter les mots "conformément au Règlement intérieur instauré par la Décision IG.17/2, et notamment une procédure régulière garantissant équité et transparence". Le Comité accepte la proposition.

36. En ce qui concerne le point 6 du projet de brochure-guide, les membres du Comité s'interrogent sur le sens à donner aux termes "conseil et assistance" : un membre considère que le Comité n'a pas et n'est pas habilité à fournir une assistance directe; une autre estime que la référence à l'assistance devrait s'accompagner d'exemples; un troisième propose une formulation alternative: "faciliter l'interprétation des dispositions de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles". En réponse à ces commentaires, le Conseiller juridique du Secrétariat tient à rappeler que les termes "fournir des conseils" et "faciliter une assistance" figurent mot pour mot à l'article 32.a des Procédures et mécanismes. Le Président appuie le Conseiller juridique du Secrétariat en indiquant que la compétence du Comité en matière de conseil et d'assistance est reconnue par la Décision IG17/2 et qu'il n'y a donc pas lieu de la supprimer.

37. Un membre estime qu'il convient d'éviter de tout inclure dans la brochure-guide sous peine de la compliquer.

38. À la section 7 («Quelles sont les mesures que peut prendre la réunion des Parties contractantes?»), un membre demande la suppression au dernier paragraphe et dans le reste du document de la référence aux pays en développement. Cette proposition est adoptée par la réunion.

39. Le Comité décide d'ajouter un nouveau paragraphe sur le rôle du Secrétariat concernant le Comité de respect des obligations.

40. Le Président propose au Comité de créer un sous-groupe mandaté pour élaborer un premier projet de brochure-guide. Il demande, par ailleurs, au Secrétariat, de faire traduire le projet de brochure-guide à l'intention des Parties contractantes dans les 4 langues officielles de la Convention de Barcelone. Il indique que les deux projets de brochure seront communiqués dans les meilleurs délais aux membres du Comité pour y être discutés lors de sa prochaine réunion.

Point 5 de l'ordre du jour: Propositions de mesures minimales en vue de parvenir au respect des obligations découlant de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles - Examen des questions générales liées aux cas de non-respect

41. Le Secrétariat présente le document de travail Compliance Committee 4/ 4 qui se réfère au point d/ du Programme de travail du Comité. Ce point de l'ordre du jour est dans une large mesure lié au point 6 qui touche à l'évaluation de l'exercice de rapportage par les Parties contractantes en application de l'article 26 de la Convention. La question de fond est de déterminer quels sont les critères objectifs qui permettent de vérifier si une Partie contractante a respecté ses engagements au titre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Le Secrétariat évoque l'étude menée par le Consultant Gerhard Loibl (document Compliance Committee 3/3) : Cette étude est éclairante car elle souligne deux aspects du respect des obligations: elle fait la distinction entre d'une part le respect relatif à la forme (*formal compliance*), c'est à dire l'identification des mesures juridiques que la Partie a prises dans son droit interne en application d'une disposition précise de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, et d'autre part le respect relatif au fond (*substantive compliance*) qui concerne l'application pratique d'une disposition à des cas particuliers.

42. La principale conclusion de l'étude est que le Comité devrait s'orienter essentiellement dans une première étape vers une évaluation du respect formel des dispositions. Dans cette perspective, le Consultant a identifié les articles des Protocoles qui appelaient la mise en œuvre de mesures précises d'ordre législatif ou administratif, nécessaires pour respecter les obligations de ces Protocoles. Rappelons que le Comité a, lors de sa troisième réunion, approuvé les conclusions de cette étude en soulignant l'intérêt de son mode opérationnel.

43. À ce jour, le Secrétariat a reçu 8 rapports (Maroc, Syrie, Turquie, Égypte, Bosnie-Herzégovine, Grèce, Italie, Croatie). Sur la base de l'application de ce critère de respect formel, le Secrétariat a identifié dans ces 8 rapports un certain nombre cas de non-respect formel par les Parties contractantes concernant l'application de plusieurs dispositions des Protocoles appelant des mesures spécifiques d'ordre législatif ou administratif dans leur droit interne, identifiés comme tels par le Consultant dans son étude.

44. En relatant ce fait, le Conseiller juridique du Secrétariat ne cache pas sa préoccupation. Il est clair, en effet, que le défaut de prise des mesures formelles nécessaires d'application en droit interne par les Parties contractantes constitue un cas avéré de non respect. Le but de l'exercice n'est pas, souligne toutefois le Secrétariat, de distribuer de bons ou de mauvais points aux Parties contractantes mais de comprendre les raisons qui font que certaines d'entre elles n'ont pas pris formellement les mesures législatives et administratives nécessaires pour appliquer les dispositions de ces Protocoles.

45. L'examen des rapports donne de premières indications sur les difficultés qui sont de nature à empêcher ou retarder la prise effective des mesures d'application formelle des articles de ces Protocoles. Le Secrétariat a recensé dans son évaluation les difficultés suivantes: des procédures administratives inadéquates, des ressources financières et des capacités techniques insuffisantes, enfin une gestion administrative inadaptée.

46. Ce constat conduit le Conseiller juridique du Secrétariat à faire trois observations : premièrement, les Parties contractantes évoquent le plus souvent de manière cumulative ces différentes difficultés. Or, il serait intéressant que le Comité puisse se faire une idée exacte de ces difficultés et les classer par ordre d'importance, si possible. Deuxièmement, la persistance des difficultés listées par les Parties contractantes est problématique sur le moyen terme. Dans ces conditions, il importe d'examiner avec soin le contenu de chacune de ces difficultés afin d'y apporter une solution satisfaisante. Il souhaiterait, en conséquence, que le Comité se saisisse de cette question et demande aux Parties contractantes de préciser la nature des difficultés rencontrées. Dans cette perspective, il indique au Comité qu'il est prêt à faire application de l'article 23 des Procédures et mécanismes pour approcher la Partie contractante concernée et identifier avec elle les solutions qui pourraient être envisagées pour lui permettre de les surmonter.

47. Le Président, approuvant les observations du Conseiller juridique du Secrétariat, fait remarquer que l'absence de rapport est liée, la plupart du temps, à un manque de moyens et non de volonté des Parties contractantes. Il évoque, notamment, l'insuffisance des ressources financières qui constitue un lourd handicap pour les pays en développement. Il indique aussi que certains Protocoles techniques posent des problèmes d'application aux Parties contractantes. C'est pourquoi il lui paraît extrêmement utile d'inviter les responsables des Centres d'activités régionales (CAR) pour examiner avec eux les raisons qui font que tel Protocole n'est pas ou est mal appliqué. Revenant sur la question de l'obligation de rapport, le Président tient à préciser que, pour l'exercice biennal 2004-2005, 16 Parties contractantes ont adressé leur rapport et que pour l'exercice biennal 2008-2009, seules 8 l'ont fait. Il indique que si le Comité ne dispose pas des rapports de l'ensemble des Parties contractantes, il ne voit pas comment il pourra travailler sérieusement.

48. Un membre demande quelles sont les Parties contractantes qui ont soumis un rapport. Afin d'avoir une vision la plus complète possible de la mise en œuvre de l'obligation de rapportage, le Président demande au Secrétariat d'établir un tableau de bord de la mise en œuvre par les Parties contractantes de cette obligation sur les 4 exercices biennaux précédents. Un membre souhaite que les membres du Comité disposent d'une copie du courrier adressé par la Coordinatrice le 9 mai 2011. Le Secrétariat fait procéder à la distribution de ce courrier. Le Président indique que si la courbe de respect de l'obligation de rapport va vers le bas, il faudra l'évoquer dans le rapport du Comité soumis à la réunion des Parties contractantes. Un membre appuie cette initiative en faisant valoir que le Comité a besoin de statistiques sur la mise en œuvre de l'obligation de rapport et que le tableau répond très positivement à cette demande d'information.

49. Un membre souhaite savoir si la lettre de la Coordinatrice du 9 mai 2011 a été adressée en application de la règle 23 des Procédures et Mécanismes. Si ce n'est pas le cas, il demande à partir de quand cette règle va être appliquée. Il souligne, à cet égard, que le Comité devrait sans tarder utiliser les outils mis à sa disposition pour travailler sur les questions de non-respect. En réponse, le Président considère qu'il convient de procéder pas à pas, de façon progressive. Il propose, à cet égard, de saisir le ministre dont relève le Point focal et ensuite le ministre des affaires étrangères pour les sensibiliser à l'application de l'article 26 de la Convention de Barcelone.

50. Le même intervenant revient sur le fait que, dans le cas où une Partie ne satisfait pas à l'obligation de rapport, le Secrétariat est habilité à adresser un courrier à la Partie contractante concernée pour lui demander quelles sont les difficultés qu'elle rencontre.

51. Le Secrétariat souligne que le Comité est déjà mandaté par la Décision IG. 19/1 pour traiter des cas de non-respect et par ailleurs que lui-même est habilité, en application de la Règle 23 de la Décision IG. 17/2, à approcher une Partie contractante "défaillante" pour

identifier les difficultés qu'elle rencontre et trouver les solutions pour régler le cas de non-respect. Le Secrétariat estime, en conséquence, que le Comité dispose des outils procéduraux pertinents pour intervenir sans avoir, au préalable, besoin de la "bénédiction" de la réunion des Parties contractantes.

52. Le Secrétariat fait une brève présentation du document 3/3 qui opère une distinction entre respect quant à la forme et respect quant au fond des obligations de la Convention de Barcelone. Le Président indique que l'utilité de ce document n'est pas remise en cause et qu'il est de nature à servir de guide pour les travaux à venir du Comité. Il s'agit maintenant, à la lumière des conclusions de cette expertise, d'examiner quelles sont les étapes suivantes. Il propose, à cet égard, d'identifier quel pourrait être le Protocole technique, considéré comme le "parent pauvre" par rapport aux autres Protocoles, qui pourrait servir d'exemple. Il cite le Protocole "tellurique" ou le Protocole "immersions", qui sont d'une application difficile et pourraient servir de test.

53. Un membre est favorable à la proposition qui consiste à demander l'assistance des CAR. Il suggère que ces derniers fassent une évaluation substantielle des Protocoles les plus "matures". Le Président rappelle que les CAR sont une composante essentielle du système de Barcelone et que le Comité a tout intérêt à interpellier et à discuter avec ces instances de terrain. Il insiste sur la nécessité de développer pour le Comité toute une pédagogie d'écoute avec aussi bien les CAR, les Parties contractantes que le Secrétariat, sans pour autant que le Comité perde la latitude que lui confère son mandat sur les questions qu'il a à traiter. Il demande à ce que, pour la prochaine réunion du Comité, des représentants des CAR et du MED POL soient invités et qu'en prévision de cette réunion le document 3/3 leur soit communiqué pour réaction et contribution. Le Secrétariat considère qu'en s'appuyant sur l'expertise des CAR pour identifier les difficultés d'application de certains Protocoles, le Comité se donne les moyens concrets pour répondre à la demande de Parties contractantes.

54. Un membre, avec l'appui d'un autre intervenant, propose que des commentaires écrits sur le document de travail 3/3 soient faits par les CAR visés, en particulier sur l'identification des faiblesses dans la mise en œuvre de ces Protocoles.

55. Le conseiller juridique du Secrétariat commente le tableau de bord concernant l'obligation de rapport par les Parties contractantes sur les trois derniers exercices biennaux. D'une manière générale, le constat est inquiétant puisque l'on recense 17 rapports pour l'exercice 2004-2005, 15 pour l'exercice 2006-2007 et 8 à ce jour pour l'exercice 2008-2009. Néanmoins, pour ce dernier exercice, d'autres rapports devraient parvenir au Secrétariat d'ici la prochaine réunion du Comité. Le Secrétariat indique que l'analyse du tableau fait apparaître des résultats contrastés: 6 Parties contractantes ont rendu leur rapport sur les 3 exercices biennaux, 3 Parties contractantes aucun rapport, 3 Parties contractantes un seul rapport, le reste (9 Parties contractantes) n'ayant rendu que deux rapports sur les 3 derniers exercices biennaux.

56. Un membre remercie le Secrétariat pour le tableau de bord mais souhaite que sa présentation soit modifiée par l'adjonction d'une 4ème colonne afin d'avoir une vision complète de l'état de l'obligation de rapport par l'ensemble des Parties. Il souhaite également avoir une évaluation de la situation de rapportage pour chaque Protocole et, en outre, qu'il soit procédé à une analyse plus fine de cette situation sous l'angle du respect formel.

57. Un membre souhaite savoir ce qu'il faut entendre par "claire information" donnée par les Parties contractantes tel que cela figure dans le document 4/5. Il fait observer, par ailleurs, que plusieurs Parties contractantes n'ont pas présenté de rapport pour l'exercice biennal 2006-2007 et demande si le Comité est habilité à demander des explications sur les raisons qui ont conduit ces Parties à ne pas soumettre de rapports pour cet exercice.

58. Un membre considère que beaucoup d'obligations au titre des Protocoles sont déjà transposées dans le droit national des Parties contractantes. Le Président précise que, dans le formulaire de rapport, il y a une référence à tous les Protocoles. En ce qui concerne le tableau de bord, il demande au Secrétariat de vérifier s'il existe un premier exercice biennal 2003-2004 et, dans l'affirmative, de l'intégrer dans le tableau de bord.

59. Le Conseiller juridique du Secrétariat, enregistrant cette suggestion d'amélioration de la présentation du tableau, souhaite savoir si celui-ci sera annexé au rapport du Comité qui sera soumis à la prochaine réunion des Parties contractantes. Un membre, auquel s'associe un autre intervenant, juge opportun de reporter une décision sur ce point à la prochaine réunion du Comité. Le Président abonde également dans ce sens. Le premier membre propose que ce tableau soit annexé à la lettre que Mme la Coordinatrice du PAM va adresser aux ministres dont relèvent les Points focaux des Parties. Cette proposition est agréée par le Comité.

60. Pour ce faire, le Président demande au Conseiller juridique du Secrétariat de préparer un tableau récapitulatif de l'état des signatures et des ratifications de la Convention de Barcelone et des Protocoles par les Parties contractantes. Il précise qu'il est en possession de ce document mis à jour à la date du 13 mai 2011, lequel est alors distribué aux membres du Comité.

61. Un membre demande ce que le Comité envisage de faire vis-à-vis des Parties contractantes qui n'ont pas soumis de rapport. Il souligne, par ailleurs, un problème de renseignement du formulaire de rapport, notamment dans ses Parties 4, 5 et 6. Ceci concerne l'application de la législation, domaine où beaucoup de ministères sont concernés. Il suggère que les CAR apportent une aide utile pour réfléchir à une amélioration de la qualité des rapports. Le Président, pour qui la question centrale est celle de la crédibilité des rapports et des modalités de leur préparation, estime nécessaire de vérifier si les dispositions de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles sont suffisamment dynamiques pour inciter les Parties contractantes à respecter leur obligation de rapport. Il propose que le Comité aborde ce point à sa prochaine réunion et puisse disposer, en prévision de cette discussion, d'une copie des rapports nationaux.

62. En ce qui concerne le projet d'adresser une lettre de rappel individuelle pour sensibiliser d'une manière plus soutenue les Parties contractantes défaillantes à leur obligation de faire rapport, le Comité considère que cette initiative revient au Secrétariat, en ayant à l'esprit qu'il y a au moins trois situations différentes : i) les Parties qui n'ont jamais transmis de rapports (1 Partie) ou qui n'en ont transmis qu'un (3 Parties); ii) les Parties qui n'ont pas transmis de rapport pour l'exercice biennal 2008-2009 mais qui ont transmis le rapport précédent pour l'exercice 2006-2007 (9 Parties) ; iii) les Parties qui ont transmis leur rapport pour l'exercice biennal 2008-2009, mais dans lequel sont identifiés des cas de non-respect quant à la forme par les Parties contractantes en ce qui concerne l'application de plusieurs articles des Protocoles appelant des mesures législatives ou administratives spécifiques dans leur droit interne. Il convient aussi d'examiner dans quelle mesure les formulaires de rapport soumis sont bien remplis. Le Président demande que ce courrier fasse référence aux travaux du Comité et que chaque membre du Comité en ait copie. Le Secrétariat indique au Président qu'il prend ses dispositions pour que cette lettre soit adressée dès que possible aux Parties contractantes.

Point 6 de l'ordre du jour: État de l'application de l'article 26 de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles au cours de l'exercice biennal 2008-2009

63. Le Président rappelle qu'en application de la Décision IG.17/ 2, les saisines les plus intéressantes seraient celles qui sont effectuées par une ou plusieurs Parties contractantes. Une deuxième option est celle de la saisine du Comité par le Secrétariat sur la base des rapports nationaux. Le Secrétariat a pour rôle d'apporter au Comité les éléments d'information ou d'appréciation qui doivent être analysés comme des conseils ou des points de vue, le Comité restant indépendant pour se prononcer en dernière analyse à partir des rapports nationaux. Il souligne le fait que l'article 26 a été ajouté à la Convention de Barcelone en 1995 et que le rapportage n'est entré que progressivement dans la pratique. Néanmoins, le Comité de respect des obligations a été une création indépendante des Parties contractantes et celles-ci doivent assumer leurs responsabilités. Il est vrai qu'il faut toujours du temps pour que les habitudes changent, aussi le Président appelle-t-il à la patience tout comme à la persévérance.

64. Un membre souhaite savoir si la lettre qui sera adressée par le Secrétariat aux ministres le sera en application de l'article 23 de la Décision IG.17/2, qui prévoit ce type de notification. Il demande si le Comité envisage de remplir le mandat d'examiner les cas de non-respect qui lui a été délivré par la Seizième réunion des Parties contractantes dans sa Décision IG. 19/1.

65. Le Secrétariat rappelle le contenu de l'article 23 de la Décision IG. 17/ 2 et indique que la lettre de rappel qui sera adressée par le Secrétariat peut valablement être constitutive d'une notification à l'égard de la Partie contractante au sens de cet article.

66. Un membre considère que l'envoi, dès maintenant, d'une lettre de notification est prématurée et qu'il est opportun d'attendre la prochaine réunion du Comité pour envisager d'aller plus en avant. Le Président estime qu'il convient de prendre toute la mesure des conséquences de cette notification avant de prendre une décision sur ce point et propose également de la reporter à la prochaine réunion du Comité. Il demande à ce que la lettre de rappel soit envoyée la semaine prochaine par le Secrétariat et que son contenu fasse état des travaux du Comité lors de cette réunion.

67. Le Secrétariat souscrit à la décision du Comité de reporter pour l'immédiat l'envoi d'une lettre de notification à l'attention des Parties contractantes. Toutefois, il estime qu'on ne saurait différer trop longtemps cet envoi si la situation préoccupante de rapportage devait perdurer, voire s'aggraver. Le Secrétariat indique qu'il est encore urgent d'attendre mais que, le moment venu, il prendra toutes ses responsabilités en appliquant de façon circonstanciée l'article 23 des Procédures et mécanismes de respect des obligations.

Point 7 de l'ordre du jour: Préparation du programme de travail du Comité de respect des obligations pour l'exercice biennal 2012-2013

68. Le Secrétariat présente le projet de programme de travail 2012-2013 qui, le souligne-t-il, se situe dans la continuité du précédent programme de travail pour l'exercice biennal 2010-2011. Il reprend, en effet, plusieurs points qui constituent le noyau dur des fonctions du Comité de respect des obligations, à savoir l'examen des éventuelles saisines effectuées par les Parties contractantes, les questions possibles renvoyées par le Secrétariat auprès du Comité, enfin l'élaboration et l'adoption du rapport et des recommandations du Comité. Un autre point du programme concerne la rédaction d'un projet de brochure-guide destiné au public. Il s'agit là du deuxième volet du projet de brochure-guide adopté lors de la Deuxième

réunion du Comité, qui constituera le complément de la brochure-guide réalisée à l'intention des Parties contractantes.

69. Le Secrétariat évoque un dernier point qui touche à l'analyse de questions thématiques qui pourrait être demandée par la réunion des Parties au Comité de respect des obligations en application de l'article 17.c des Procédures et mécanismes de respect des obligations. Le Secrétariat considère que dans la phase d'apprentissage ou de rodage du Comité, celui-ci pourrait faire un usage constructif de l'application de l'article 17, paragraphes b et c, des Procédures et mécanismes sous un double angle. En premier lieu et comme cela avait été suggéré dans son rapport devant la Seizième réunion des Parties contractantes, le Comité pourrait, sur la base de l'article 17.b, solliciter l'accord de celles-ci pour que des investigations soient menées auprès des Parties contractantes qui rencontrent des difficultés dans la rédaction de leurs rapports et ce afin d'éviter qu'elles ne s'exposent à des cas formels de non-respect. Le Secrétariat suggère au Comité qu'en application de cet article, il sollicite la réunion des Parties pour procéder à un examen approfondi de cette question, en liaison avec les Parties et le Secrétariat. En deuxième lieu, le Secrétariat se réfère à l'article 17.c qui permet au Comité d'obtenir de la part de la réunion des Parties contractantes son accord pour examiner toute question thématique horizontale relative à la mise en œuvre de la Convention et des Protocoles. Le Secrétariat suggère à titre d'exemple au Comité de soumettre, sur la base de cet article, à la Dix-septième réunion des Parties une proposition d'étude relative à la mise en place des aires marines spécialement protégées en Méditerranée.

70. Un membre indique qu'il peut très bien accepter l'examen des questions thématiques, mais qu'il lui paraît délicat de demander au Comité de prendre l'initiative de choisir une question thématique avant que les CAR n'aient exprimé leur avis. Il fait observer, par ailleurs, que sur les 6 points du projet de programme de travail, 3 sont théoriques et que le Comité devrait davantage se concentrer sur l'examen du respect des obligations et sur les procédures de rapportage.

71. Le Président exprime une forte réticence à l'idée que le Comité sollicite la réunion des Parties afin de le mandater pour traiter la question des ASPIM. Il demande à ce que l'on ne "mette pas la charrue avant les bœufs". C'est à la seule réunion des Parties contractantes de donner la suite qu'il conviendra à l'application de ce point 5.

72. Un membre considère que le thème des ASPIM n'est qu'un exemple parmi d'autres et qu'il n'y a pas de problème à maintenir ou à supprimer le point 5 du Projet de programme de travail. La question de fond est de déterminer si le Comité souhaite véritablement ou non interpellier la réunion des Parties contractantes sur ce point. Dans l'immédiat, l'intervenant suggère toutefois de maintenir le point 5 et d'en reparler à la prochaine réunion du Comité. Cette proposition est partagée également par un autre membre. Le Président propose au Comité de maintenir ce point 5.

73. Le Conseiller juridique du Secrétariat indique qu'il reviendra au Comité de prendre une décision définitive sur ce point. Dans le cas où le Comité déciderait de maintenir ce paragraphe, il lui appartiendra de suggérer dans son rapport d'activités quels pourraient être les thèmes que la réunion des Parties contractantes lui demanderait éventuellement de traiter.

74. Un membre, auquel deux autres s'associent, propose de supprimer aux paragraphes 2 et 4 toute référence aux dates des exercices biennaux. Le Conseiller juridique du Secrétariat n'est pas, à priori, hostile à cette suppression mais fait observer qu'elle pourrait conduire le Comité à examiner les rapports nationaux concernant les exercices biennaux antérieurs à 2010-2011. Par ailleurs, il propose de remplacer au paragraphe 2 le membre de

phrase « (...) sur les difficultés liées à la mise en œuvre de la Convention et de Protocoles » par « sur les difficultés possibles ». Ces propositions sont agréées par le Comité.

Point 8 de l'ordre du jour: Questions diverses

75. En abordant ce point de l'ordre du jour, le Président soumet à la réflexion des membres du Comité une proposition visant à introduire un amendement à la Convention de Barcelone sous la forme d'un article additionnel qui aurait pour objet de définir le rôle et les attributions du Comité de respect des obligations. A l'appui de cette proposition, le Président fait valoir que l'introduction dans la Convention de Barcelone, d'un nouvel article spécialement dédié au Comité permettrait de donner à celui-ci toute la place qui lui revient dans le système institutionnel de Barcelone à l'égal d'autres organes tels que le Bureau ou le Secrétariat de ladite Convention.

76. Un membre, auquel un autre intervenant s'associe, considère que cette proposition, intéressante dans son principe, mérite un examen approfondi et regrette, à cet égard, que ce point figure au titre des questions diverses. Ils proposent, en conséquence, de débattre de cette question en point principal lors de la prochaine réunion.

77. Un membre s'interroge sur le bien-fondé de cette proposition à un moment où le Comité n'a pas encore commencé véritablement à travailler et à montrer sa valeur ajoutée. Tout en exprimant une réserve sur cette proposition, il donne son accord pour qu'elle soit examinée lors de la prochaine réunion du Comité. Il demande, avec l'appui de deux autres membres, qu'une proposition **écrite** pertinente soit rédigée et distribuée avant la prochaine réunion.

78. Le Conseiller juridique du Secrétariat émet une réserve d'examen sur cette proposition en soulignant que la Convention de Barcelone est une convention-cadre qui n'a pas vocation à faire référence dans le détail à des mécanismes aussi complexes que la soumission de rapports (article 26 de la Convention) ou le respect des engagements au titre de l'article 27. Sur ce dernier point, le Secrétariat rappelle que cet article précise que la réunion des Parties contractantes recommande les mesures nécessaires afin que la Convention et les Protocoles soient pleinement respectés. Les Décisions IG. 17/2 et IG. 19/1 répondent, pour le Secrétariat, clairement à cette exigence en définissant dans toutes ses composantes l'architecture et les modalités de fonctionnement des Procédures et mécanismes de respect des obligations. Le Secrétariat recommande donc d'étudier avec beaucoup de prudence cette proposition qui, au-delà de sa portée symbolique, lui paraît prématurée. Il donne, néanmoins, son accord pour qu'un document de travail soit rédigé par ses soins en prévision de son examen lors de la prochaine réunion du Comité.

79. Le Président note que les membres du Comité acceptent le principe d'un examen de cette proposition qui fera l'objet d'une discussion approfondie sur la base d'un document de travail à sa prochaine réunion.

80. Le Président soumet aux membres du Comité une deuxième proposition d'amendement concernant le Règlement intérieur du Comité: Il indique qu'il fera parvenir ultérieurement ses propositions sur le contenu de cet amendement aux membres du Comité. Le Secrétariat prend note de cette proposition et rappelle, à ce sujet, qu'en application de l'article 32 du Règlement intérieur du Comité, tous amendements à ce dernier sont adoptés par consensus par le Comité de respect des obligations et soumis pour examen et adoption au Bureau, sous réserve de l'approbation finale par la réunion des Parties contractantes. Le Secrétariat demande si les propositions d'amendement au Règlement intérieur seront examinées à la prochaine réunion du Comité. Le Président répond par l'affirmative.

Point 9 de l'ordre du jour: Adoption des conclusions et décisions

81. À l'invitation du Président, le Secrétariat fait oralement un récapitulatif à l'attention de la Coordinnatrice du PAM des conclusions et décisions adoptées par le Comité de respect des obligations à l'issue de sa réunion. Le Secrétariat rappelle les conclusions et décisions du Comité qui figurent en annexe III du présent rapport. Le projet de conclusions et décisions et le projet de rapport de la réunion seront adressés aux membres du Comité pour adoption définitive.

82. Mme la Coordinnatrice du PAM remercie les membres du Comité pour les discussions intenses et constructives qui se sont déroulées pendant ces deux jours. Elle rappelle que le Comité de respect des obligations est un organe important dans le système institutionnel de Barcelone. De plus, le respect de l'obligation pour les Parties contractantes de soumettre des rapports reste une grande préoccupation quand on constate qu'à ce jour seulement un tiers des Parties contractantes ont adressé leur rapport au titre de l'exercice biennal 2008-2009. Elle souligne la disponibilité du Secrétariat pour appuyer le Comité de la meilleure façon possible en vue d'assurer sa réussite dans cette période très importante où, pour la première fois, il sera conduit à traiter de questions substantielles. Elle se réjouit que le Comité ait pris l'initiative de proposer d'inviter à sa prochaine réunion les Directeurs des Centres d'activités régionales et du MED POL afin d'apporter des réponses concrètes aux difficultés techniques d'application rencontrées par les Parties contractantes sur certains Protocoles. En réponse à la demande du Président, elle confirme que la cinquième réunion du Comité de respect des obligations aura bien lieu à la fin de l'année avant la Dix-septième réunion des Parties contractantes.

Point 10 de l'ordre du jour: Clôture de la réunion.

83. Après les civilités d'usage, le Président prononce la clôture de la réunion le mercredi 6 juillet 2011 à 16h10.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

Membres titulaires	Membres suppléants
Mr Larbi Sbai Conseiller du Secrétaire Général du Département de la Pêche Maritime Ave. Belhassan El Ouazzani Rabat Morocco Tel : 212 537 688260 Mobile : 212 661 895656 Fax : 212 537 688299 Email : sbai@mpm.gov.ma	Ms Daniela Addis Legal Adviser Ministry of Environment Via C. Colombo 44 00147 Rome Italy Tel: +39 0 .572 23 404 E-mail: Addis.Daniela@minambiente.it
Mr Hawash Shahin Professeur à la Faculté de Droit Département de Droit International Université de Damas Damascus Syrie Tel.:+ 963 11 323 4655 Fax: +963 11 321 3939 Mob.: +963 944 270142 E-mail: hawash@scs-net.org	Mr Louis Vella Malta E-mail: louis.cvella@gmail.com
Mr Nicos Georgiades Environmental Consultant 28 Zannetou 1100 Nicosia Cyprus Tel (mobile): 357-99-479028 Fax: 357-22-780385 E-mail: nicosgeorgiades@cytanet.com.cy	Mr. Novak Cadjenovic Adviser Ministry of Spatial Planning and Environment Rimski trg 46 81000 Podgorica Montenegro Tel: +382 20 228512 Mob: +382 68404527 Fax: +382 20 234131 / 228511 Email: novak.cadjenovic@gov.me
Mr Osman Atila Arikan Associate Professor Istanbul Technical University Environmental Engineering Department Istanbul Turkey Tel: +90 212 285 3787 Email: arikan@itu.edu.tr	
Ms Selma Cengic Executive Director Hydro-Engineering Institute S. Tomica 1 71000 Sarajevo Bosnia and Herzegovina Tel: + 387-33-207949 Fax: + 387-33-207949 E-mail: selma.cengic@heis.com.ba	

PNUE/UNITE DE COORDINATION DU PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE (PAM) UNEP/COORDINATING UNIT FOR THE MEDITERRANEAN ACTION PLAN (MAP)	<p>Ms Maria Luisa Silva Mejias MAP Coordinator Tel: +30-210-7273100 (switchboard) Tel: +30-210-7273126 (direct) Fax: +30-210-7253196/7 E-mail: @unepmap.gr</p> <p>Mr Didier Guiffault Legal Officer Tel: +30-210-7273142 Fax: +30-210-7253196/7 E-mail: Didier.guiffault@unepmap.gr</p> <p>P.O. Box 18019 48, Vassileos Konstantinou Av. 116 10 Athens Greece</p>
--	---

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Ouverture de la réunion
2. Élection du Président et des Vice-présidents
3. Adoption de l'ordre du jour provisoire et organisation des travaux
4. Élaboration d'un projet de brochure guide sur les procédures et mécanismes de respect des obligations dans le cadre de la convention de Barcelone et de ses Protocoles
5. Propositions de mesures minimales en vue de parvenir au respect des obligations découlant de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles
6. État de l'application de l'article 26 de la Convention de Barcelone au cours de l'exercice biennal 2008-2009/ Discussion sur les Plans régionaux juridiquement contraignants adoptés par la Réunion des Parties en 2009
7. Préparation du Programme de travail du Comité de respect des obligations pour le Biennium 2012-2013
8. Questions diverses
9. Adoption des conclusions et décisions
10. Clôture de la réunion

Quatrième réunion du Comité de respect des obligations (5-6 juillet 2011)

PROJET DE CONCLUSIONS & DECISIONS

1. Organisation des travaux du Comité de respect des obligations

Le Comité de respect des obligations, lors de sa quatrième réunion :

- a) demande au Secrétariat d'organiser au moins deux réunions ordinaires du Comité de respect des obligations par an;
- b) demande en outre à l'Unité de coordination, en application de la Décision IG 17/2 §38, d'agir comme Secrétariat du Comité, en particulier d'agir comme rapporteur des réunions du comité et d'établir une première version du rapport de chacune des sessions du Comité de respect des obligations, qui sera adopté par ce dernier après amendements, s'il y a lieu;
- c) invite des représentants des Parties contractantes et, le cas échéant, des experts des composantes du PAM (à savoir les CAR et de MED POL) à participer aux réunions, en application de la décision IG 19/1 – règle n° 16 et en réponse à la demande formulée lors des 15^{ème} et 16^{ème} réunions des Parties contractantes, lesquelles ont demandé que les questions de respect des obligations qui se présentent de façon récurrente (comme les problèmes de respect des obligations issues de la Convention de Barcelone et de ses protocoles additionnels) fassent l'objet d'un examen.
- d) prie en outre le Secrétariat de modifier l'inscription portée sur le chevalet de chaque membre titulaire et suppléant du Comité de respect des obligations en remplaçant le nom du pays d'origine des membres par le nom et le prénom du membre du Comité lui-même.

2. Projet de Brochure-guide à l'attention des Parties contractantes.

Le Comité a examiné le projet de brochure-guide destiné aux Parties contractantes présenté par le Secrétariat et a décidé d'apporter les modifications suivantes :

- a) introduire en chapeau sous la puce «Un Comité des obligations, pour quoi faire?» une présentation des décisions constitutives du Comité de respect des obligations (Décision IG.17/ 2 relative aux Procédures et mécanismes de respect des obligations et Décision IG.19/1 relative au Règlement intérieur), en application de quoi le Comité de respect des obligations est devenu un organisme subsidiaire officiel de la Convention de Barcelone et de ses protocoles additionnels et des réunions des Parties contractantes. Remplacer le passage suivant : « en premier lieu, d'aider les Parties contractantes à mettre en application les dispositions de la Convention de Barcelone et de ses protocoles additionnels. Le Comité de respect des obligations joue un rôle de facilitateur » par la phrase ci-après: « Le Comité de respect des obligations dispense conseils et assistance aux Parties contractantes pour les aider à

mettre en application les dispositions de la Convention de Barcelone et des protocoles additionnels. »

- b) supprimer au c) de la puce «Caractéristiques principales du mécanisme de respect des obligations» les termes «en particulier de celle des pays en développement» ; suppression des mêmes termes dans le chapeau de la puce «Quelles sont les mesures que peut prendre le Comité?» et également dans le dernier paragraphe de la puce «Quelles sont les mesures que peut prendre la Réunion des Parties?»;
- c) sous la puce «Quels sont les membres du Comité de respect des obligations?», remplacer «restreint» par «opérationnel» ; et ajouter le mot « titulaires » après «membres»;
- d) sous la puce «Pourquoi saisir le Comité?» préciser dans le troisième cas que le Secrétariat ne peut saisir le Comité «que dans le cas où une difficulté rencontrée par une Partie contractante ne peut être surmontée»;
- e) remplacer dans le titre de la puce «Une procédure transparente et contradictoire» le terme « contradictoire » par le terme «participative»;
- f) ajouter au paragraphe c de la puce «Une procédure transparente et contradictoire» la phrase «conformément aux Règles de procédures définies par la Décision IG.17/ 2 et en particulier le principe d'une procédure régulière »;
- g) ajouter un nouveau paragraphe sur le rôle du Secrétariat du Comité de respect des obligations;
- h) sur la page Web consacrée au respect des obligations, ajouter dans les informations générales relatives aux Règles de procédure des réunions des Parties contractantes à la Convention de Barcelone et ses Protocoles;
- i) éditer la brochure-guide dans les quatre langues officielles de la Convention de Barcelone.

La réunion a convenu de créer un sous-comité de rédaction (composé de Daniella Addis, Nicos Georgiadis et Louis Vella) pour mettre la dernière main au projet de brochure-guide à l'attention des Parties contractantes et pour élaborer un projet de brochure destiné au public.

3. Projet de brochure -guide à l'attention du public

Créer un Groupe de travail intersession (composé de Daniella Addis, Nicos Georgiadis et Louis Vella) en vue de préparer un projet de brochure-guide destiné au public, qui sera examiné à la cinquième réunion du Comité de respect des obligations.

4. Examen des questions générales liées au non-respect. Evaluation de mesures minimales.

Compte tenu du nombre limité (8) de rapports nationaux au sens de l'article 26 de la Convention de Barcelone que les Parties contractantes ont adressés au Secrétariat, et en raison du fait qu'aucun cas de non respect mettant en cause l'une ou l'autre des Parties

contractantes n'a été porté à l'attention du Comité, et qu'il n'a par conséquent jamais encore traité un seul cas de non respect, le Comité de respect des obligations n'a pas été en mesure d'examiner la question générale du respect des obligations sur la base des rapports relatifs à l'exercice biennal 2008-2009.

Toutefois, le Comité a convenu, sur la base des conclusions du document UNEP (DEPI) MED Compliance Committee 3/3 intitulé «Mesures minimales en vue de parvenir au respect des obligations découlant de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles», des points suivants :

- a) demander au Secrétariat d'établir un Tableau de bord sur l'application de l'obligation de soumission de rapports au titre de l'article 26 de la Convention de Barcelone par toutes les Parties contractantes depuis les quatre derniers Biennum et de joindre ce Tableau de bord au courrier de rappel visé ci-dessous;
- b) demander au Secrétariat d'adresser une lettre de rappel individualisée à chacun des ministères dans lequel est domicilié le Point focal de la Partie contractante qui n'a pas, à ce jour, rendu le rapport nécessaire pour l'exercice biennal 2008-2009 et lui en faire tenir copie, et dans un second temps éventuellement saisir le ministère des Affaires étrangères de la Partie contractante concernée, en gardant à l'esprit l'existence d'au moins trois cas de figure : (1) Les Parties contractantes qui n'ont jamais soumis de rapport (1 cas) ou qui n'en ont soumis qu'un (3 cas) ; (2) les Parties qui n'ont pas soumis de rapport pour l'exercice biennal 2008-2009 mais qui ont soumis un rapport pour l'exercice biennal précédent, 2006-2007 (9 cas) ; (3) les Parties qui ont soumis un rapport pour l'exercice biennal 2008-2009, mais dont le rapport comprend des cas de non respect formel des obligations découlant de plusieurs articles des Protocoles exigeant des mesures législatives ou administratives pour aligner le droit interne. L'exhaustivité des rapports soumis sera également prise en compte.
- c) suggérer au Secrétariat d'inviter à la prochaine réunion du Comité un représentant des Centres d'activités régionales (CAR) et du MEDPOL pour apporter des explications sur les difficultés rencontrées par les Parties contractantes dans la mise en œuvre concrète des protocoles de la Convention;
- d) demander au Secrétariat d'adresser aux représentants des CAR et du MEDPOL le document Compliance Committee 3/ 3, à réviser et à développer en prévision de cette réunion avec le Comité;
- e) demander au Secrétariat de transmettre aux membres du Comité une copie des rapports nationaux et de préparer un rapport de synthèse de l'ensemble des rapports nationaux reçus, notamment leurs forces et leurs points faibles, en vue de leur examen par la cinquième réunion du Comité de respect des obligations;
- f) demander au Secrétariat, en application de la décision IG 19/1, Règle n° 9, de faire circuler l'ordre du jour provisoire et l'ordre du jour commenté de chaque réunion, la version de travail de la précédente réunion ainsi que d'autres documents de travail et de référence, en format Word et en format PDF, au moins six semaines avant chaque réunion;

- g) demander au Secrétariat de prendre toutes les mesures nécessaires pour sensibiliser les Parties contractantes sur la nécessité de soumettre leurs rapports dans les délais prescrits.
- h) Demander que la cinquième réunion du Comité de respect des obligations se tienne avant la Dix-septième réunion des Parties contractantes.

5. Programme de travail du Comité de respect des obligations pour le Biennium 2012-2013.

Le Comité de respect des obligations a convenu de procéder au cours de l'exercice biennal 2012-2013 à l'examen des activités suivantes:

- a) examen des saisines éventuelles du Comité effectuées par des Parties contractantes conformément aux paragraphes 18 & 19 des Procédures et Mécanismes de respect des obligations;
- b) examen des questions renvoyées par le Secrétariat au Comité, conformément au paragraphe 23 des Procédures et Mécanismes de respect des obligations sur les difficultés possibles liées à la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses protocoles;
- c) réalisation d'un projet de brochure-guide destiné au public en français, anglais et arabe;
- d) analyse des questions générales de non-respect en application des Procédures et mécanismes de respect des obligations sur la base des rapports nationaux soumis par les Parties contractantes;
- e) analyse des questions thématiques demandées par la Réunion des Parties contractantes;
- f) élaboration et adoption du rapport et des recommandations du Comité de respect des obligations pour soumission à la Dix-huitième Réunion des Parties contractantes.

La réunion a recommandé que :

- g) le programme de travail ci-dessus ainsi que le budget nécessaire à son application soient soumis, pour approbation, à la prochaine réunion des Points focaux du PAM.

6. Elaboration du rapport sur les activités menées par le Comité de respect des obligations pour la Dix-septième réunion des Parties contractantes.

- a) la réunion a décidé que la cinquième session du Comité se tienne avant la Dix-septième réunion des Parties contractantes à une date que le Secrétariat proposera, afin que le Comité de respect des obligations adopte formellement son rapport avant la prochaine Réunion des Parties contractantes;

- b) le rapport du Président du Comité de respect des obligations sera établi suffisamment à l'avance dans les quatre langues officielles de la Convention de Barcelone, sous l'orientation de son Président et en consultation étroite avec les membres titulaires et les membres suppléants du Comité de respect des obligations;
- c) le rapport sur les activités du Comité de respect des obligations concernant les mesures préconisées par celui-ci, conformément à la Section VII des Procédures et Mécanismes de respect des obligations, sera soumis directement à la Dix-septième réunion des Parties contractantes.

7. Questions diverses.

- a) la réunion a discuté d'une proposition du Président concernant un amendement à la Convention de Barcelone visant à introduire une nouvelle disposition relative au rôle et au fonctionnement du Comité de respect des obligations. La réunion a demandé au Président de rédiger un document de travail sur cette proposition qui sera examiné à la prochaine réunion du Comité de respect des obligations;
- b) la réunion a discuté de l'opportunité de proposer des amendements au Règlement intérieur du Comité de respect des obligations. Des propositions seront faites en ce sens par le Président du Comité qui seront examinées lors de sa prochaine réunion.